



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

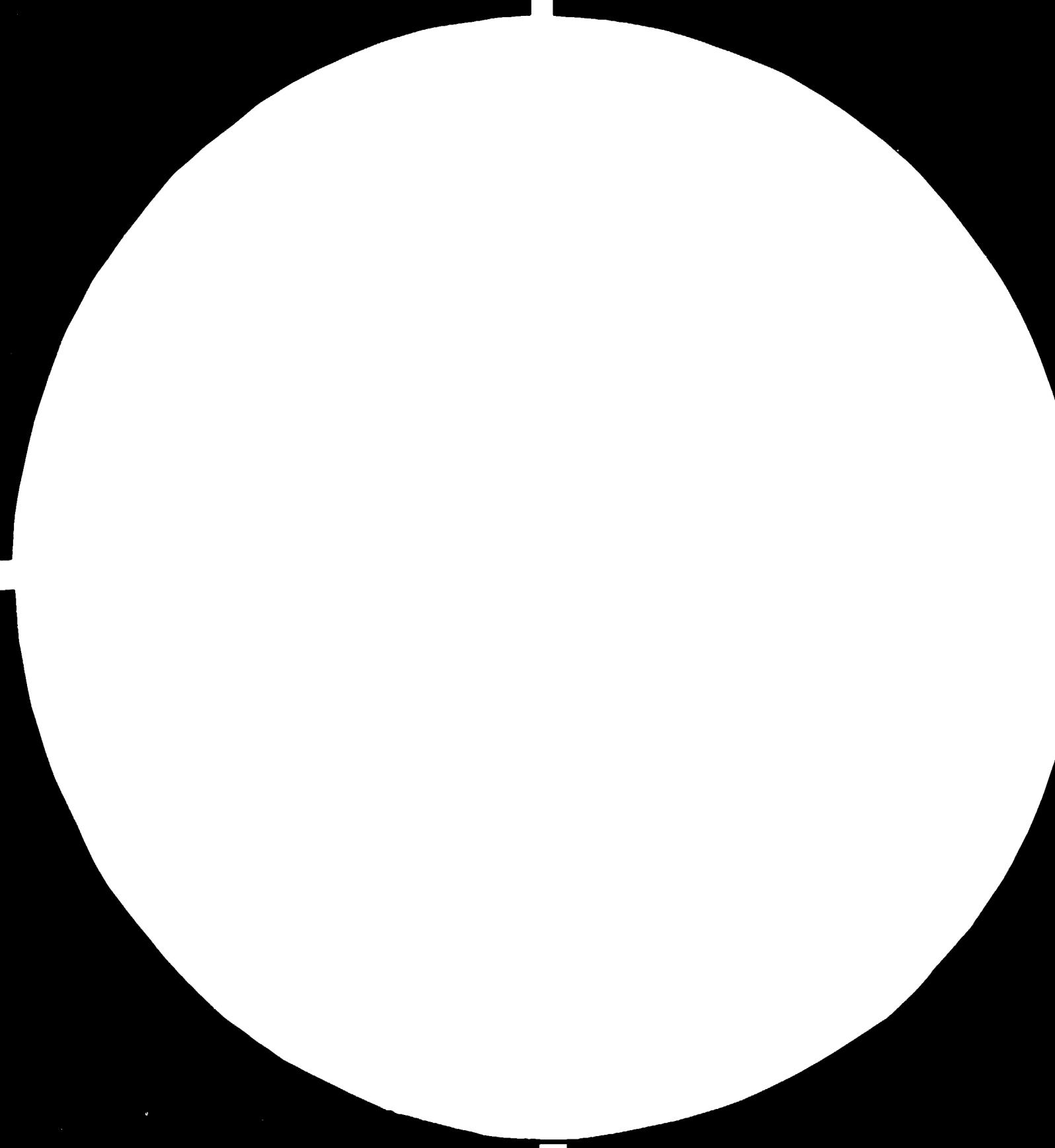
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





3.2



3.6



4



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
1963-A and 1963-B TEST CHART No. 27

Machines agricoles.
SITUATION ET COMPORTEMENT DES ACTEURS DES PAYS INDUSTRIELS
FACE A LA COOPERATION INDUSTRIELLE AVEC LES PAYS EN DEVELOPPEMENT/

12998

Enquête internationale - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE
réalisée avec la collaboration

- d'Instituts et organismes de recherche et de développement de l'agriculture en pays du Tiers Monde.
- Organismes d'études et d'expérimentation pour le machinisme agricole destiné aux pays en développement.
- Syndicats professionnels des constructeurs de machines agricoles et de matériels de biens d'équipement.
- Sociétés d'engineering.
- Constructeurs de tracteurs et machines agricoles et de matériel pour l'Agro-alimentaire.
 - Grandes Sociétés
 - Petites et moyennes entreprises
 - Groupements de petites et moyennes entreprises.

PREALABLE

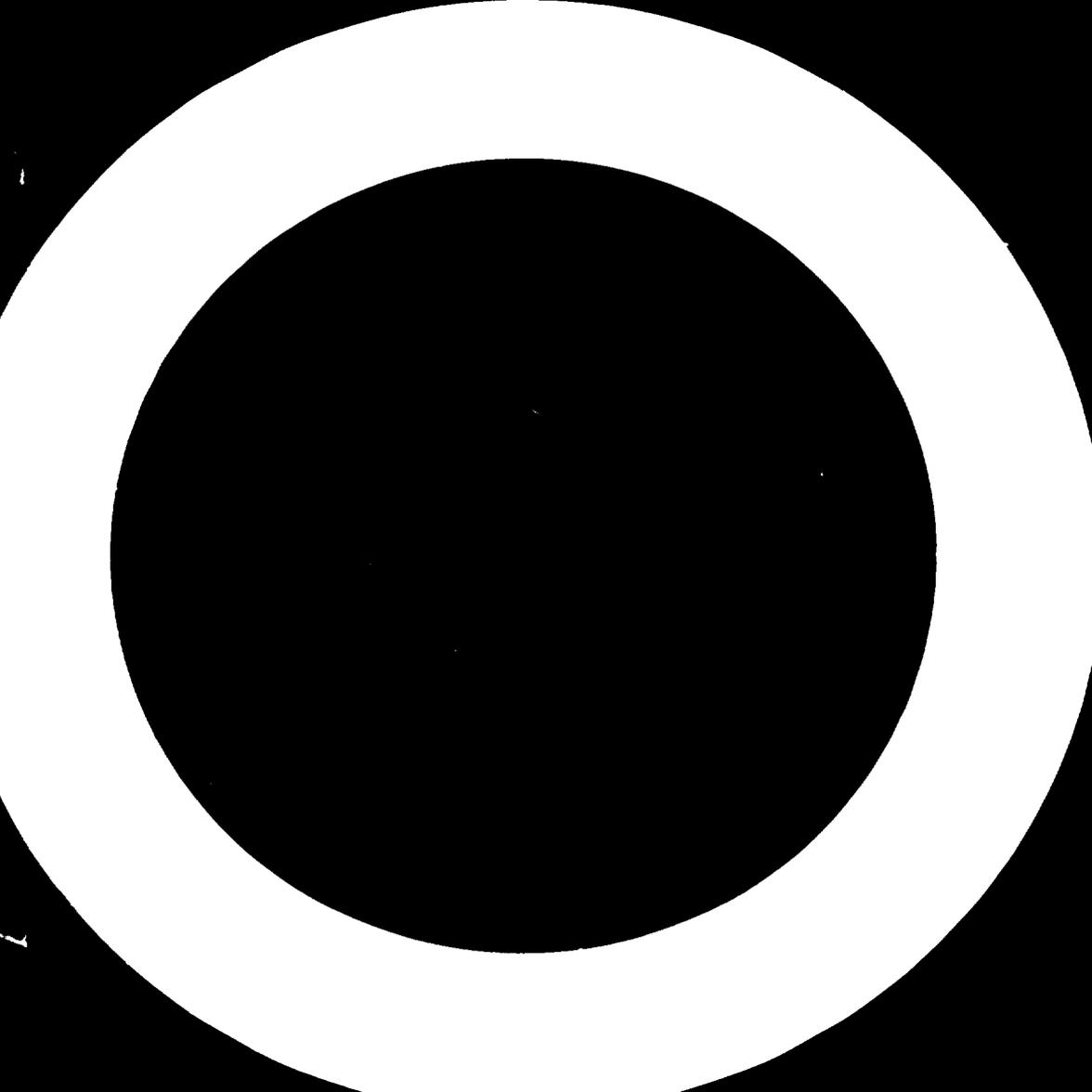
Les interview ont eu lieu dans un contexte objectif et confidentiel pour l'élaboration d'un document de travail interne.

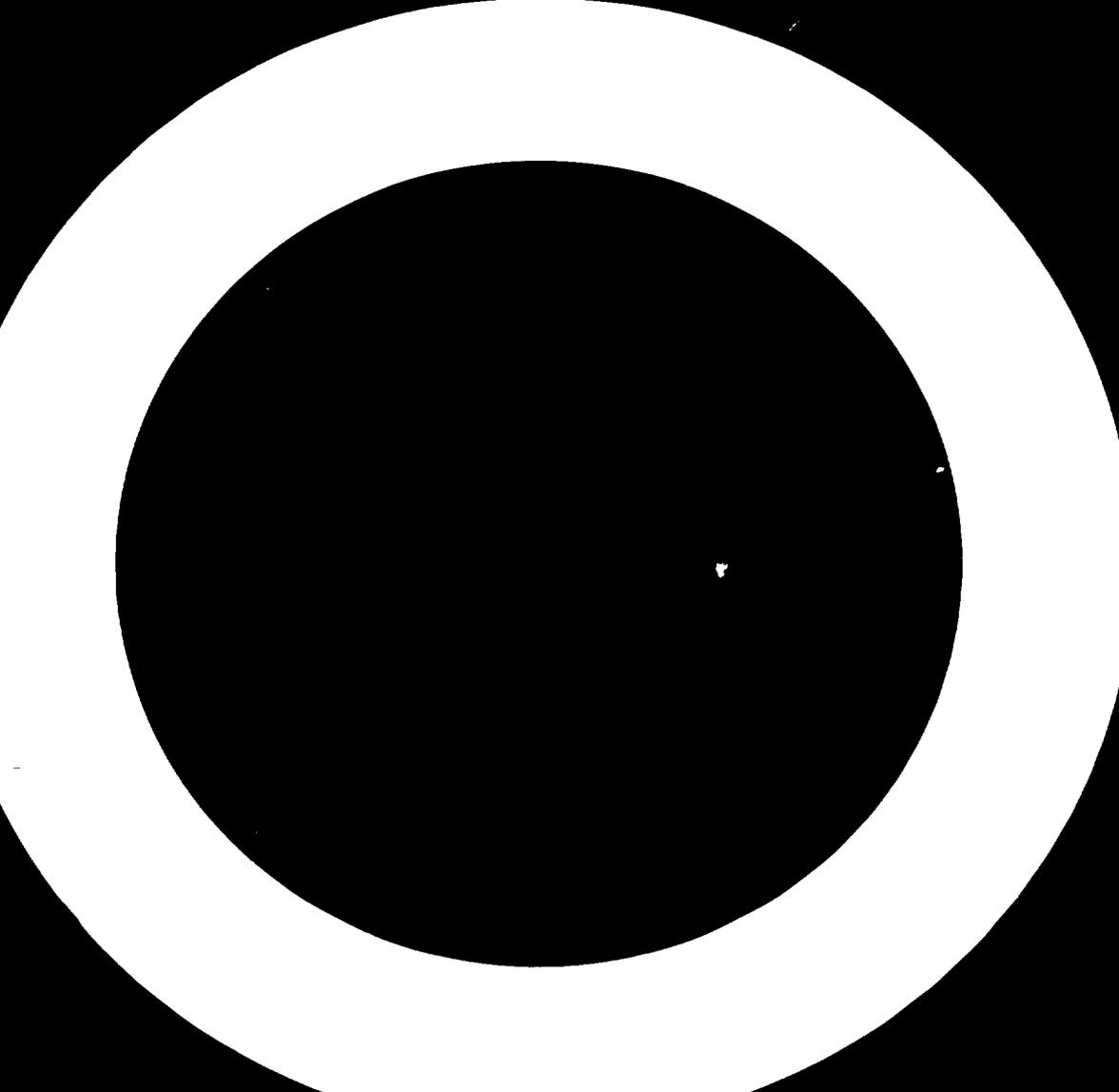
Le but était de connaître l'avis des organismes et des entreprises des pays industriels sur la coopération industrielle entre les petites et moyennes entreprises et les pays en développement et de recevoir toutes remarques, idées et suggestions indispensables à la préparation des documents nécessaires à la prochaine Consultation de BUENOS AIRES (17 - 22 Octobre 83).

Le schéma de discussion était large et se développait sur deux thèmes :

- 1) - L'ONUDI désire intensifier ses actions après la consultation pour aboutir à des solutions concrètes.
 - L'ONUDI a l'intention de faire des propositions sur des idées nouvelles pour déclencher des actions de coopération industrielles.
 - L'ONUDI désire élargir le dialogue avec les industriels avant la consultation d'octobre.
 - L'ONUDI souhaite que le maximum d'industriels ou leurs représentants participent à la prochaine consultation.
- II) - Avis favorables ou non des industriels et des organismes sur la coopération industrielle avec les PVD.

.../...





QUE POURRAIT FAIRE L'ONUDI?

Sur un plan général, il est souhaitable que l'ONUDI mette tout en oeuvre pour :

- se faire mieux connaître tant dans les pays industriels que dans les pays en développement en précisant sa vocation et ses intentions.
 - Mettre en place une politique de contacts avec tous les interlocuteurs concernés par l'industrialisation.
 - Apporter toute l'information nécessaire aux PMI et aux PVD. C'est une lacune qu'il faut combler au plus vite.
 - Fournir des exemples sur les expériences tentées avec des commentaires sur les réussites et les échecs.
 - Etre plus réaliste et moins théorique dans toutes ses actions.
 - L'ONUDI doit raisonner en termes économiques et avec des notions de rentabilité pour les entreprises.
 - Etre en contact permanent avec les pays et si possible avec les entreprises ou leurs représentants professionnels.
 - L'ONUDI doit créer son image de marque en proposant des idées originales et en faisant des efforts pour qu'elles soient appliquées.
 - Intervenir dans un processus de sélection des PVD pour définir ceux qui sont industrialisables à court et moyen terme et par ordre de priorité.
 - L'ONUDI doit agir rapidement pour arrêter l'aggravation constatée dans les PVD.
 - Faire comprendre que la coopération industrielle doit être la finalité d'accords commerciaux préalables qui ont permis de "mieux se connaître".
 - Mettre en place des hommes et des structures proches des pays industriels pour orchestrer toutes les actions qui seront mises en place et suivre les projets.
 - L'ONUDI doit posséder un service coopération industrielle dans le secteur professionnel concerné avec la participation d'industriels pour définir les grandes lignes d'intervention.
 - "Descendre sur le terrain" pour mieux connaître les problèmes et mieux se faire connaître.
 - Etudier la mise en forme d'un code des investissements permettant des accords équitables pour les partenaires.
 - L'ONUDI doit préparer les Pays en développement et informer les PMI pour que soient négociés des contrats solides et durables.
 - Doit définir un code de la formation professionnelle, action indispensable et prioritaire, sans laquelle aucun développement industriel ne sera possible.
 - L'ONUDI doit choisir ses "cibles" en pensant que certains pays industriels ne sont pas intéressés par la coopération industrielle mais que certains pays européens peuvent apporter beaucoup si ils sont aidés.
 - L'ONUDI doit faire "une sélection" des pays industriels qui s'engageront et poursuivront leurs efforts.
-

- Il faut définir des règles internationales pour éviter la "concurrence en retour" par les PVD vers les pays industriels qui se seront engagés dans la coopération.
- L'ONUDI doit collaborer étroitement avec les instituts et tous organismes de recherche et de développement concernés par l'évolution industrielle des PVD à travers l'agriculture, le machinisme agricole et l'agro-alimentaire en général.
- Doit personnaliser les projets et les confier à des hommes responsables qui seront les coordinateurs entre tous les services.
- Doit prendre en charge toutes études sur l'industrialisation des PVD en collaboration avec des bureaux d'engineering et consultants connaissant parfaitement les problèmes industriels et les partenaires et pays concernés.
- L'ONUDI doit étudier une formule de garantie sur la qualité des projets d'implantation présentés aux bailleurs de fonds qui doivent consentir des prêts financiers.
- Doit informer les pays industriels du besoin urgent d'hommes de qualité et d'expérience dans les PVD pour assurer des responsabilités industrielles.
- Informer également les industriels (PMI) de l'avenir réel de la coopération industrielle avec les PVD qui se fera et sera irréversible.
- L'ONUDI doit être un catalyseur à tous niveaux. Il doit intervenir auprès des gouvernements des pays industriels pour que les PMI soient encouragées, aidées et garanties pour des projets de coopération industriels avec les PVD.

LES PMI DES PAYS INDUSTRIELS

Ces entreprises peuvent transmettre beaucoup d'idées innovatrices et possèdent la flexibilité indispensable pour appréhender des marchés nouveaux suivant des formules nouvelles telle que la coopération industrielle.

d'accord

Elles sont très conscientes des difficultés du monde industriel. Elles sont très intéressées par les marchés pouvant exister dans les PVD et elles sont/pour y accéder dans la mesure où les engagements qu'elles devront prendre ne dépasseront pas leurs moyens.

Ces entreprises sont dirigées par quelques personnes, indispensables, très occupées; très engagées, qui manque de temps.

Certaines d'entre elles fabriquaient et fournissaient du matériel agricole simple (traction animale) aux PVD mais devant les difficultés d'exportation et la concurrence locale artisanale elles ont abandonné ces productions. C'est le problème des matériels ayant un niveau technologique très bas pour lesquels les transferts ne sont pas possibles ou inintéressants d'autant qu'aucune protection industrielle ne peut être envisagée.

.../...

Par contre, les PMI sont très séduites par l'idée de polyvalence et de diversification des unités de production qui seraient implantées en considérant que ce serait favorable à l'équilibre des charges de production et à une recherche de rentabilité qui est indispensable.

Ceci à la condition que le machinisme agricole, qui serait prioritaire, soit "protégé" ; c'est-à-dire ne risque pas d'être abandonné au profit de la fabrication de produits plus rentables. L'obligation de maintenance et de SAV pour les matériels est à respecter formellement.

Les PMI ne peuvent pas jouer les philanthropes et elles n'ont pas la possibilité d'attendre des années pour percer sur ces nouveaux marchés, sans un espoir de rentabilité qui doit compenser leurs apports et leurs efforts. Elles sont actuellement vulnérables sur leurs marchés traditionnels et elles ne peuvent augmenter leurs risques financiers qui sont leur préoccupation principale.

Les PMI ont subi des échecs ou ont constaté ceux de leurs collègues, dans des actions de coopération industrielle avec les PVD et elles sont prudentes et septiques pour certaines, pour s'engager dans cette nouvelle voie.

Les PMI comprennent que la coopération industrielle leur sera indispensable dans le temps, qu'elles pourront découvrir et s'exprimer dans des nouveaux marchés, qu'en finalité ce ne doit pas être un recul social pour leur entreprise mère, mais elles mesurent les risques en voulant éviter un recul technologique malgré la nécessité d'une simplification des produits pour une meilleure adaptabilité suivant les conditions particulières d'utilisation dans les PVD.

Elles sont d'accord pour participer à l'étude et à la réalisation de produits spécifiques en y apportant tout leur savoir faire, à la condition qu'elles connaissent les marchés et les conditions nouvelles dans lesquelles elles devront s'engager.

C'est toujours le problème de l'information qui est inexistante. Actuellement, elles ne savent pas où elles vont. Certaines, coupées des réalités de ces marchés ont tenté des expériences avec l'appui de certains organismes nationaux qui les ont aidées au départ.

Les résultats ont été décevants pour elles et pour les PVD.

Les PMI considèrent qu'elles n'ont pas un intérêt direct dans la coopération industrielle et que leur action dans ce sens est un élément moteur qui doit apporter à l'ensemble des acteurs des avantages substantiels, de toute sorte, elles veulent que les risques soient partagés.

Elles peuvent accepter des risques mais ceux-ci ne doivent pas être plus importants que ceux qu'elles prennent habituellement pour leurs marchés traditionnels.

Elles souhaitent étudier toutes les possibilités de collaboration avec des grandes sociétés internationales dans le but d'une complémentarité de production, en sous-traitance, sur les marchés des PVD.

Les PMI considèrent qu'elles devraient être aidées pour ouvrir les marchés de l'exportation vers les PVD en actions de négoce, pour mieux connaître les besoins, les techniques à appliquer et leurs nouveaux partenaires afin que la phase suivante qui constituerait la coopération industrielle s'enchaîne normalement en parfaite harmonie avec leurs partenaires dans l'espoir de la réussite souhaitée.

Les PMI veulent être informées et ne peuvent s'engager seules.

Elles veulent rencontrer des interlocuteurs qui comprennent le langage industriel.

Elles souhaitent que tout soit mis en oeuvre pour que les matériels fournis aux PVD soient utilisés normalement et bénéficient de la maintenance et du service après vente indispensable à la satisfaction des clients et au maintien de leur image de marque.

Elles demandent des actions de formation à tous niveaux, encadrement, maîtrise, production, service après vente, commercial etc..

Les PMI veulent être assurées de la coopération des pouvoirs publics, responsables des pays en développement qui doivent manifester de leur conviction dans des accords de coopération industrielle.

Elles veulent connaître le niveau technologique des possibilités industrielles, déjà implantées, afin de ne pas risquer de faire "des doubles emplois" dans leurs apports et leurs investissements.

Elles ne souhaitent pas participer financièrement au capital des nouvelles entreprises, si non, accepteraient "une carte de visite"

Pour renforcer leurs possibilités, dans certains cas, elles peuvent se grouper entre elles, pour proposer une gamme de matériels complémentaires permettant d'élargir la diversité des produits à fabriquer.

Les PMI peuvent apporter leurs connaissances, fruit de leur expérience et d'efforts pendant des décennies et parfois de plusieurs générations. C'est un potentiel et une valeur inestimable.

Les PMI doivent vendre ce qu'elles ont en stock. Dans la récession économique actuelle, elles seront peut être obligées de désinvestir pour certains produits. Ce désinvestissement pourrait être "transféré" vers les PVD.

Elles souhaitent que la mécanisation agricole des PVD s'effectue avec une sélection des produits qu'elles fabriquent et non pas réinventer d'autres matériels qui entrainerait à un recul technologique.

Il est nécessaire que le poids des moyens financiers soit en rapport avec le chiffre d'affaires réalisable avec les PVD.

LES GRANDES SOCIETES NATIONALES

Elles ont déjà réalisé beaucoup d'implantations en coopération industrielle avec les pays en développement.

Elles apportent à leurs partenaires le financement, le personnel, la technique, le matériel de production et bien souvent les appuis politiques.

Malgré cela, elles ont des difficultés à surmonter.

Leurs partenaires sont les gouvernements dans beaucoup de cas ou des promoteurs et industriels privés dans les grands pays en développement (MEXIQUE, BRESIL, etc...)

Les grandes sociétés sont très préoccupées par la nécessité d'un environnement industriel dans les PVD où elles s'implantent. L'absence d'un tissu de PMI polyvalentes ayant des possibilités de diversification dans leur production est un frein à leur développement et une contrainte difficile à surmonter.

Ces sociétés sont très favorables à une collaboration avec les entreprises nouvelles qui s'implanteront dans les PVD et elles sont prêtes à les aider et à les soutenir dans leurs intentions.

Elles souhaitent qu'une organisation de la sous-traitance soit mise en place localement pour une organisation rationnelle de fabrications annexes, complémentaires à leurs programmes de base.

Elles souhaitent également être informées des projets de nouvelles implantations pour essayer d'harmoniser leurs besoins avec les possibilités nouvelles de production qui seront prévues.

Elles sont très conscientes du temps très long, nécessaire à obtenir une rentabilité des transferts qu'elles effectuent et de la persévérance qu'il faut avoir constamment.

Ces sociétés sont des "animateurs industriels" dans les PVD, elles accueilleront favorablement toutes les instances publiques ou privées qui se joindront à elles pour résoudre les nombreux problèmes existants.

Voir dans ANNEXE ITALIE proposition FIAT

LES INSTITUTS ET ORGANISMES CONCERNES PAR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET PAR L'INDUSTRIALISATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT.

Toutes ces institutions souhaitent participer à l'industrialisation des PVD par la voie de la coopération avec les PMI des pays industrialisés.

Ils considèrent que c'est la seule possibilité de réussir si tous les paramètres en jeu sont bien étudiés. Toutefois, ils regrettent qu'actuellement il n'existe pas de coordination des efforts faits par chacun et surtout que toute l'information qui existe soit dispersée et à la limite gâchée.

Ils considèrent que le machinisme agricole agricole européen ne peut pas être transféré dans les PVD. Il faut de nouvelles techniques élaborées avec des principes de simplicité et de robustesse.

Ces recherches doivent être guidées avec beaucoup de sens pratique de fabrication pour l'emploi de composants existants, d'utilisation et de maintenance facile.

Il faut des matériels spécifiques et originaux. Ces organismes confirment que le niveau technique de la mécanisation agricole dans les PVD est très bas et que les machines agricoles construites par les pays industrialisés ne sont pas adaptées aux cultures des pays en développement et qu'en conséquence il ne peut exister des marchés sûrs et durables.

Ils sont d'accord pour effectuer toutes études nécessaires pour résoudre les problèmes existants et dans certains pays, ils peuvent être aidés par leur gouvernement, mais il est absolument nécessaire que l'information arrive.

Ils pensent que l'ONUDI doit être l'organisme qui peut faire des synthèses et coordonner la diffusion.

La diversification de production et la polyvalence des unités de production sont très importantes pour élargir le marché du machinisme agricole vers les besoins de matériels pour l'agro-alimentaire.

Il faut absolument éviter les pertes importantes de produits agricoles (30 à 40 %) à la suite du manque de possibilités de stockage et de transformation sur place.

Ces organismes ont déjà beaucoup de dossiers d'études qui sont prêts. L'ONUDI doit être également la plate-forme indispensable pour que les pays industriels, les PVD et les organismes de recherche se retrouvent pour prendre toutes décisions d'actions dans l'intérêt commun.

LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LEUR COMPORTEMENT ET LEUR SITUATION

ATTENTION : Les remarques qui sont précisées ci-dessous ont été faites par les différents acteurs questionnés. Elles peuvent refléter la vérité mais elles sont à vérifier.

Néanmoins, c'est l'image que donnent les PVD aux observateurs qui sont toujours à la recherche d'informations qui pourraient éventuellement modifier leur jugement.

Les PVD proclament que leur agriculture est prioritaire mais ils ne font rien pour la développer.

Ils réservent leurs capitaux disponibles ou les emprunts qu'ils obtiennent aux grands projets et non à leur avenir agricole.

Dans certains de ces pays où l'agriculture est rentable, l'argent ne va pas aux fermiers. Les pays plus pauvres reçoivent des aides pour importer des produits alimentaires et ne font pas d'efforts pour produire plus. Cette politique est néfaste pour eux et pour les pays industriels.

En général, dans ces pays, les produits agricoles sont achetés aux producteurs à des prix trop bas. C'est une erreur fondamentale pour leur économie.

L'agriculture est toujours le parent pauvre dans les PVD qui ont trop souvent tendance à penser que les pays industriels leur doivent tout sans contrepartie.

Il faudrait que l'ONUDI efface cet état d'esprit qui fausse toutes les relations entre PMI et PVD.

En ce qui concerne leur industrialisation, les PVD n'ont pas la motivation de l'investissement d'une façon profonde et durable. Cette constatation entraîne à penser qu'il est nécessaire d'effectuer une sélection de ces pays suivant des critères à définir.

Les PVD n'accordent pas toujours les priorités aux produits essentiels nécessaires à leur survie et c'est une lacune grave. Ils ont des difficultés à définir ce qu'ils veulent car ils ont une méconnaissance totale de leurs problèmes. Ils ont une lourdeur administrative dissuasive pour les PMI.

Dans un tel contexte, il en résulte qu'ils ont des niveaux d'évolution très différents et il est nécessaire d'en tenir compte pour définir une méthodologie de développement industriel, d'autant qu'ils ne sont pas préparés pour résoudre les problèmes de leur mécanisation agricole et encore moins de leur industrialisation.

Les PVD ont incontestablement des difficultés financières mais le climat des investissements n'est pas clair. Ils ont été entraînés dans un équipement avec des tracteurs sans aucune préoccupation des chaînes de culture qui doivent nécessairement être adaptées pour apporter une efficacité même modeste.

Il faut qu'ils possèdent la documentation de tout ce qui existe en matière de matériels agricoles, les mieux adaptés à leurs besoins et que des experts les assistent en permanence pour les conseiller sur les opportunités d'équipement qu'ils ont à saisir. Ils sont actuellement incapables d'acheter des matériels correspondants à leurs besoins réels.

Pour l'utilisation rationnelle des équipements qu'ils possèdent et pour leur maintenance, il n'existe aucune formation des utilisateurs et des "vendeurs" locaux qui doivent assurer le service après-vente et il y a toujours un risque de destruction ou de mauvaise utilisation de leur équipement même le plus simple.

Toutes ces remarques font comprendre qu'une information et une formation très intense doit être faite avant ou parallèlement au développement de leur industrialisation par le machinisme agricole.

Les PVD sont ouverts à cette industrialisation mais ils sont incapables de la maîtriser. C'est dans ce contexte que les organismes concernés et les pays industriels doivent intervenir.

L'absence de tissu industriel, le manque de décideurs préparés au développement industriel sont une lacune grave qu'il faut combler rapidement.

Ces constatations s'appliquent à de nombreux pays. Certains font exception mais il faut savoir définir des priorités pour conserver un équilibre de développement en eux, pour éviter que les plus pauvres ne s'enfoncent encore plus dans les difficultés.

CONSIDERATIONS GENERALES

Dans une telle analyse se dégagent certaines lignes d'actions qui doivent être retenues, suivant des priorités à respecter :

- La communication d'informations à tous acteurs, à tous niveaux.
- La formation à promouvoir dans les pays en développement
- La notion de profitabilité pour les partenaires qui est la base d'une réelle collaboration et d'une durabilité pour l'avenir.
- L'obligation pour les pays en développement de s'organiser dans leur agriculture, dans la mécanisation, pour l'industrialisation et en général dans leur administration.
- Il faut tenir compte des aspects économiques et politiques de chaque pays.
- Le rapport profit-risque est un moyen de décider des opportunités à saisir.
- La polyvalence des unités industrielles et la diversification des produits à fabriquer sont nécessaires.
- Il faut faire une sélection des pays pour définir des priorités.
- Il est absolument nécessaire de prévoir une pré-industrialisation avant toute recherche de partenaires industriels.

C'est une problématique nouvelle dans un contexte nouveau dans laquelle il faudra savoir que :

- Aucune aide sérieuse n'a été faite pour l'agriculture des PVD depuis 20 années.
- Il ne faut pas produire des machines agricoles dans les PVD si elles sont peu ou mal utilisées.
- La politique d'achat de tracteurs sans équipements de culture est néfaste.

- il faut raisonner en terme de chaîne de culture et non de tracteur.
- Il faut absolument donner des exemples de ce qui a été réalisé avec succès ou échecs et proposer des "scénarios" de ce qui doit être fait.
- Certains pays sont plus attractifs parce qu'ils ont un potentiel réaliste.
- La méthodologie qui consisterait à débiter la collaboration par une action commerciale permettant de vérifier la réalité du marché et une bonne compréhension entre partenaires et ensuite progressivement la mise en place d'une unité de production pourrait être un processus à retenir.
- Il faut appliquer des méthodes stratégiques de rationalisation et de diversification pour l'exportation et un type de collaboration bien défini.
- Il existe une réaction pro-cyclique suivant la conjoncture internationale, qui peut modifier la position des partenaires industriels suivant les difficultés qu'ils peuvent avoir sur leurs marchés traditionnels.
- La "pression" des pays industriels n'est pas suffisamment forte sur les PVD pour promouvoir la coopération industrielle, d'autant que leurs PMI sont en surproduction.
- Pour l'industrialisation, il faut penser en termes de rentabilité.
- Les modèles industriels européens ne sont pas transférables.
- Il en est différemment pour les sociétés transnationales qui apportent, financement, personnel technique, matériel et appuis politiques.
- Les "marchés" doivent être considérés en volume critique qui représente un minimum sous lequel il ne faut pas descendre.
- Les résultats des études et enquêtes faites sur les probabilités, les essais réalisés ne sont pas connus.
- Les utilisateurs potentiels du machinisme agricole sont mal connus et incapables d'utiliser rationnellement les matériels les plus simples qui leurs sont proposés.

Il en résulte de ce constat que l'évolution et la fabrication du machinisme agricole est un cas très difficile, compte tenu des particularités de ce secteur économique et industriel.

Le cas de la SISCOA a marqué les esprits et il faut prouver que la méthode utilisée était mauvaise. Le savoir existe dans les PMI des pays industriels mais la motivation d'investissement et d'industrialisation n'existe pas d'une façon profonde et durable dans les pays en développement;

Les difficultés sont d'autant plus grandes que les PVD ont un niveau technologique bas.

Le programme d'action est large, et il nécessitera une bonne cohésion des acteurs, notamment de tous les organismes concernés. Ces derniers doivent agir pour les PMI et lesPVD et non pas uniquement pour eux.

Les gouvernements des pays industriels sont également très concernés par l'aide qu'ils doivent apporter à leurs PMI et par une incitation générale dans laquelle l'exportation des "Elites" (disponibles actuellement) sera une forme de rayonnement de leur niveau intellectuel et innovateur.

L'ONUDI se devra de "préparer le terrain" dans les PVD en étant le coordinateur de toutes les bonnes volontés qui se manifestent actuellement mais attendent une organisation rationnelle et efficace pour agir. Il faut maintenant que l'ONUDI "fixe les principes d'un nouveau cadre de coopération." Il y aura un problème de temps pour surmonter les contraintes et les obstacles.

Cette action ne pourra être que progressive après une phase de réflexion et de conception. Il faudra ensuite passer à la réalisation en pensant à la mise en place de réseaux de contacts pour que l'ONUDI soit en "prise directe" avec tous les acteurs concernés, notamment, les pays et leurs entreprises.

L'ONUDI doit avoir un rôle de catalyseur.

Cette étude permet de constater des réalités dans le monde industriel mais elle est incomplète.

Il faudrait faire la même démarche auprès des pays en développement pour connaître le POTENTIEL DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT AVEC LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES.

Ce peut être un des sujets à traiter à BUENOS AIRES en parallèle avec les objectifs qui peuvent déjà être déterminés parmi toutes les idées-force qui apparaissent dans ce document.

CONCLUSIONS

Cette consultation de pays industriels européens à travers des entreprises et leur environnement, apporte la confirmation que dans des relations commerciales et pour une coopération industrielle avec les pays en développement, les éventuels partenaires NE SE CONNAISSENT PAS, S'OBSERVENT mais rien ne se produit.

Les PMI des pays industriels sont intéressés par les marchés nouveaux que constituent les pays du tiers monde mais HESITENT à s'engager par crainte d'échecs et les pays en développement ATTENDENT.

Pour débloquer cette situation, il est nécessaire d'élaborer un PLAN-CADRE dans lequel apparaîtront les différents paramètres qui conditionnent une coopération entre les PMI des pays industriels et les PVD.

En particulier, il faudra retenir en priorité :

- L'INFORMATION permanente qui doit être transmise aux futurs partenaires et à leur environnement :
 - Synthèse des résultats obtenus dans toutes les études réalisées par les organismes spécialisés, nationaux et internationaux.
 - Compte rendu des essais de matériels dans différents pays.
 - Tendances et évolution de techniques nouvelles.
 - Situation économique des pays industriels et du T.M
 - Documentation et fiches techniques des matériels existants .
 - Marchés potentiels sous forme de volume critique.
 - Tendances politico-économique des pays.
 - Modification dans leur évolution agricole.
 - Contraintes particulières et spécifiques de chaque pays.
 - Niveau d'assimilation à l'industrialisation dans les PVD.
 - etc...

NOTION DE RENTABILITE ET DE RISQUES

- Directe pour les pays industrialisés dont les PMI ne peuvent prendre des risques inconsidérés en financement et en temps pour des nouveaux marchés qui ne seront rentables qu'à moyen terme.
- Indirecte pour les PVD qui devront assurer leur développement économique, par une industrialisation progressive et rationnelle, pour améliorer le niveau de vie de leurs ressortissants et développer leur agriculture.

- ASSISTANCE des PMI des pays industriels et des organismes d'étude et de recherche :

- Par des contrats de moyenne et longue durée en accompagnement des actions d'industrialisation.
 - Par l'intervention d'experts pour le choix des opportunités à saisir dans le domaine de leurs investissements dans les biens d'équipement.
 - Pour l'utilisation rationnelle des produits qui correspondent à leur besoin.
 - Pour appliquer avec rigueur une politique de maintenance et de service après vente indispensable au bon fonctionnement des matériels.
 - Responsabilité de gestion des entreprises confiées à des Elites des pays industrialisés.
 - Position des grandes sociétés qui désirent apporter leur coopération dans la mise en place d'un tissu industriel indispensable.
- etc....

- LES PRODUITS d'équipement agricoles et autres à proposer en priorité

- Le cas particulier du matériel à traction animale.
- Systèmes de culture mécanisés et motorisés qui permettent le développement de l'agriculture et un amortissement normal dans le temps.
- Fiabilité suivant les contraintes inhérentes aux PVD.
- Matériels complémentaires au machinisme agricole pour élargir les programmes de production vers l'agro-alimentaire.
- Priorité de certains produits de biens d'équipement indispensables à la vie des pays.
- Sélection du niveau technologique des équipements.
- Définition des secteurs professionnels dans la transformation du métal.
- etc...

- TYPES D'ENTREPRISES à restructurer ou à créer

- Voir rapport J. BOUYER "Diversification des productions Le matériel agricole dans les biens d'équipement prioritaires".

- SÉLECTION DES PAYS qui veulent ou peuvent collaborer.

- Les PMI des pays industriels qui peuvent apporter leur savoir faire, leur expérience et leur dynamisme.
- Les pays en développement qui veulent s'industrialiser et qui sont industrialisables en priorité.

-FORMATION dans les pays en développement et mise en place des structures spécifiques pour leur industrialisation :

- Formation des hommes à tous niveaux
 - Production
 - Utilisateurs
 - Techniciens présents en permanence
- Préparation de structures d'accueil
 - Administratives
 - Techniques
 - Commerciales

- MOYENS DE FINANCEMENT ET GARANTIES pour les PMI des pays industriels et les P.V.D.

- Volonté des PVD de réserver une partie de leurs ressources financières provenant de leur agriculture à leur équipement agricole.
- Garantie de bonne gestion des nouvelles entreprises pour les bailleurs de fonds. Structures bancaires.
- Elaboration d'un code des investissements.
- Intervention financière des organismes internationaux pour des dossiers sérieux déposés par les P.V.D.
- Aide des gouvernements des pays industrialisés à leurs PMI qui s'engagent dans la coopération industrielle avec les PVD.
- Garanties de paiement.
etc...

- PROTECTION INDUSTRIELLE

- Pour les PMI par une application stricte de la procédure de propriété industrielle.
- Pour les PVD par l'intervention de leurs gouvernements pour toutes dispositions concernant la fiscalité, les taxes douanières sur les importations, les lois sociales.
- Par une diversification rationnelle des différents secteurs industriels dans la transformation du métal et de la métallurgie.

- DES EXEMPLES de coopération industrielle entre PMI et pays en développement

- Sur des cas existants avec les échecs et les réussites, pour les analyser et en tirer l'expérience pour l'avenir.

- Sur des projets qui pourraient être des "modèles" dans lesquels les PVD et les PMI pourraient s'identifier pour définir leur propre position et décider de leurs intentions.

L'ONUDI doit créer "un environnement profitable" aux partenaires de la coopération industrielle, particulièrement aux pays en développement.

Il doit définir des "barrières" pour ses interventions dans la mesure où il lui sera possible, exceptionnellement de les surpasser.

Cette étude confirme qu'il existe un consensus entre certains pays industriels européens pour des actions de coopération industrielle avec des pays en développement.

Ils souhaitent fermement que l'ONUDI coordonne tous les moyens disponibles et possibles pour que les acteurs se retrouvent dans un dialogue constructif qui contribuera à un développement industriel nouveau, profitable à tous.

Jean BOUYER

Septembre 83

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

HOLLANDE

28 Juillet 1983

Visite INSTITUTE OF AGRICULTURAL ENGINEERING
W A G E N I N G E N

Mr. HAGTING - Directeur

Mr. SIEPAM - Coopération

Cet institut et le gouvernement hollandais font beaucoup d'efforts pour aider les entreprises hollandaises à exporter notamment vers les pays en développement.

Actuellement, assistance en INDONESIE par financement NUFFIC plus gouvernement pour création d'une faculté "mécanisation agricole" et "machines agricoles".

L'Institut a pour vocation :

- 1) La recherche fondamentale
- 2) La recherche de nouveaux produits (faite par équipe de la recherche fondamentale)

Il collabore avec les PMI hollandaises pour préparer des projets d'implantation en PVD.

Exemples :

- Batteuse à riz petite puissance (5 CV) transportable répondant aux conditions de l'ASIE en particulier.
 - Charrues à traction animale
 - Distributeurs d'engrais manuels
 - Equipement pour les serres
- et autres projets non programmés à ce jour.

Recherches importantes pour la pomme de terre - ALGERIE - EGYPTE - INDONESIE - SYRIE - MOYENT ORIENT, en collaboration avec les producteurs de pomme de terre hollandais.

Etude plantes et machines correspondantes, également en collaboration avec les PMI hollandaises.

Objectifs : fournir semences et machines dans différents pays. Egalement entretien des cultures, stockage et conservation et surtout formation des utilisateurs.

Projet important au VIET-NAM pour la création d'industries locales et d'ateliers de réparation dans le secteur de la transformation du métal. Le financement est assuré en partie par l'association des amis du VIET-NAM et le ministère de la coopération hollandais.

Les responsables de l'Institut considère que la coopération industrielle des PMI avec les PVD est nécessaire.

Ils sont très conscients que la période de l'exportation de produits finis vers ces pays est maintenant dépassée et que les entreprises, petites et moyennes hollandaises doivent s'orienter vers une collaboration technique et de production, en particulier, pour le machinisme agricole, l'agro-alimentaire et les biens d'équipement en général.

Mais ils pensent que beaucoup de contraintes existent et qu'il est nécessaire de les surmonter le plus rapidement possible.

- Financement pour les PMI qui n'ont pas les moyens de faire des actions sérieuses seules.
- Financement des PVD (sur des dossiers sérieux)
- Manque d'informations
- Connaissance des marchés
- Conception des produits spécifiques aux pays
- Résultats des essais effectués avec des matériels adaptés.

L'Institut regrette que toutes les études réalisées dans de nombreux pays ne soient pas rassemblées et transmises aux organismes de recherche qui sont nécessaires pour aider les entreprises (PMI) qui désirent s'orienter vers les marchés nouveaux des PVD.

Les échecs constatés n'encouragent pas à investir, tant les gouvernements des pays industriels dans des aides aux entreprises et aux organismes de recherche, que les entreprises elles-mêmes dans des actions innovatrices.

Il est constaté que les PVD, qui sont demandeurs, ne connaissent rien aux problèmes de la mécanisation agricole.

- Les utilisateurs potentiels ne sont pas définis et sont incapables de se servir rationnellement des matériels les plus simples qui peuvent leur être proposés.

Aucune formation, d'utilisation, de maintenance, n'est faite. Les marchés ne sont pas importants et les moyens financiers insuffisants pour rentabiliser des productions spécifiques dans les pays industriels et localement.

L'exemple VICON qui s'est implanté aux INDES depuis 10 ans est rappelé (équilibre de rentabilité seulement en 1982). L'Institut apprécie beaucoup que l'ONUDI se manifeste "sur le terrain" et la visite faite donne beaucoup d'espoir.

L'ONUDI doit prendre des dispositions "pratiques" en étroite collaboration avec tous les organismes nationaux responsables, coopération, recherche, professionnel et les PVD pour définir des actions concertées pour passer le cap difficile actuel.

C'est en connaissant les besoins, ce qui a été fait, le niveau d'évolution de certains PVD, les aides qui peuvent être apportées, que l'Institut pourra intervenir dans la limite de ses possibilités qui sont importantes, compte tenu des financements que le gouvernement hollandais est disposé à lui apporter.

L'Institut a envoyé 250 questionnaires aux PMI hollandaises pour la coopération industrielle avec les PVD - 50 réponses sont favorables.

- Possibilité de participer à la réunion en ARGENTINE.

HOLLANDE

28 Juillet 1983

ROYAL TROPICAL INSTITUTE
A M S T E R D A M

Mr. Ir. C.A. de VRIES - Directeur

- Très intéressé par visite ONUDI. Désire avoir plus de contacts et surtout être mieux informé des possibilités de l'organisme.

La vocation du R.T.I. est surtout une activité agronomique mais il est très concerné par les équipements agricoles simples pour pays très sous développés.

Actuellement, les gouvernements des PVD qui achètent des matériels agricoles sont très mal informés. Il en résulte une mauvaise adaptation des machines aux pratiques culturales.

Il est nécessaire d'envoyer aux PVD des documentations de tous les matériels qui existent pour que ceux-ci puissent les étudier. A la demande des PVD, des experts pourraient juger de l'opportunité de ces matériels dans leur pays suivant les besoins et les particularités des cultures, des saisons et du niveau d'assimilation des utilisateurs .

Il est nécessaire que des experts en agriculture soient présents dans les PVD pour faire l'éducation des gens.

Il faut une banque d'information qui rassemble toutes les études connues, en fasse une synthèse et informe constamment les PVD et les pays industrialisés.

Il est également nécessaire de tenir compte des différents niveaux d'évolution des pays.

Il doit y avoir plusieurs phases dans l'action à mener :

- 1) Diffuser tous les catalogues de ce qui existe en disponible
- 2) Expliquer comment choisir les outils et comment les utiliser
Proposer des manuels spécifiques à certaines régions (semi-arides, arides etc...)
- 3) Donner des conseils techniques aux PVD pour définir les matériels existants les mieux adaptés, en faire des adaptations si nécessaire (experts).

Il existe des organismes qui peuvent apporter ces services (FAO), mais ils doivent le faire en étroite collaboration avec l'ONUDI.

Il est nécessaire que les PVD aient des techniciens en permanence, sans quoi il y a échec.

.../...

Le R.T.I. est très favorable à la coopération industrielle des PVD avec les PMI, mais à condition qu'une action aussi importante soit parfaitement organisée et ce doit être le rôle de l'ONUDI.

Il est d'accord pour apporter sa participation dans sa vocation, de s'occuper surtout des matériels destinés aux petits fermiers.

Le R.T.I. apporte beaucoup d'intérêt à la transformation des produits (agro-alimentaire) et de ce fait apprécie l'idée de la diversification des matériels qui pourraient être fabriqués localement y compris certains biens d'équipement .

Il est en effet indispensable d'éviter les énormes pertes de produits, suite au manque de moyens de stockage et de transformation. L'exemple de l'inexistence de petites huileries pour un village ou un groupe de village est rappelé. Le projet d'untel développement entraînerait à la fabrication de machines et d'installations simples (ex du CAMEROUN).

Il doit y avoir une collaboration étroite entre les instituts et l'UNIDO qui doit rassembler toutes les informations qui existent et les diffuser dans tous les pays. Il faut connaître, par exemple, les pays qui n'ont pas de tracteurs et ceux qui en possèdent. Les conseils et les investissements sont totalement différents. L'UNIDO doit faire comprendre qu'il existe des difficultés technologiques et qu'il n'est pas possible de systématiser les actions.

L'UNIDO doit mieux se faire connaître , avoir des contacts plus fréquents avec les PVD et les pays industriels, faire des réunions dans lesquelles les problèmes agricoles et techniques sont discutés. La coopération industrielle est certainement l'avenir, la diversification et la polyvalence sont nécessaires, mais il faut que soit résolu pour les offreurs et les demandeurs les problèmes d'information :

- sur les équipements existants, standard ou adaptés
- sur les possibilités d'adaptation si c'est nécessaire
- sur les différentes activités dans les cultures
leur protection
leur façon particulière
- sur le niveau de développement des pays, leur dimension et leurs moyens
- sur le niveau de leur formation.

Le R.T.I. est intéressé par une participation à la prochaine consultation en ARGENTINE.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

HOLLANDE

29 Juillet 1983

LELY INDUSTRIES NV

M A A S L A N D

Mr. A. NIKS - Responsable exportation PVD

Mr. BROUWER - Chef vente étranger

Actuellement, cette société exporte beaucoup dans les pays industrialisés. Elle commence à développer son action vers les PVD et a créé une filiale au BRESIL (LELY BRESIL).

C'est une production locale de composants pour fabriquer des épandeurs d'engrais.

Parallèlement, elle exporte dans quelques pays des machines complètes : épandeurs, herbes etc...

Très intéressée par visite ONUDI pour connaître la vocation de cet organisme international.

Actuellement, en HOLLANDE, certaines entreprises craignent que l'industrialisation des PVD provoque une concurrence pour les constructeurs des pays industriels.

De plus, pour satisfaire les particularités d'utilisation des machines agricoles en PVD, il faut en revoir la conception technologique, pour les simplifier et les adapter. Ceci pourrait être considéré comme un recul technologique pour des matériels qui en général sont sophistiqués pour répondre aux désirs des marchés des pays industriels.

Cette société n'est pas intéressée par des ventes en coup par coup et désire une continuité pour assurer sa place dans les pays qui seront choisis.

Elle veut intensifier son action vers les PVD et elle souhaite une assistance des instituts de recherche pour élaborer des matériels spécifiques.

Un essai d'implantation a été fait au NIGERIA mais ce fut un échec

- Temps perdu
- Pas d'interlocuteur industriel
- Manque de financement
- Pas de structure technique sur place.

Cette société a évoqué également la notion de risque et son souhait que des garanties puissent exister pour couvrir des engagements qui peuvent entraîner à des investissements importants. Sur un plan général, il a été constaté, dans les essais qui ont été faits, en PVD :

- Une mauvaise utilisation des matériels
- Un manque total de formation d'utilisation et de maintenance
- Aucune coopération des pouvoirs publics
- Aucune organisation industrielle
- Aucune possibilité d'obtenir des informations sur le tissu industriel existant.

L'idée de la polyvalence et de la diversification leur semble très intéressante si tout l'environnement nécessaire peut être mis en place.

Elle ne connaît pas la vocation exacte de l'ONUDI et elle aimerait être mieux informée sur ses possibilités et les aides qui peuvent être apportées tant aux PMI qu'aux PVD;

La coopération industrielle est une nécessité. Elle doit permettre un nouveau dialogue avec les pays en développement. C'est l'avenir pour beaucoup d'entreprises qui cherchent de nouveaux marchés, mais il faut des règles bien établies et l'ONUDI doit prendre en charge la coordination d'une action qui doit être l'oeuvre des pays industriels, de leurs entreprises, des organismes nationaux concernés et des PVD.

L'ONUDI doit mieux se faire connaître par des contacts fréquents à tous niveaux.

-:-:-:-:-:-:-:-

HOLLANDE

29 Juillet 1983

RUMPTSTAD B.V.
ZG STADAAN'THARINGVLIET

Mr. H.J. VAN RUMPT

Très intéressé par la visite de l'ONUDI.

C'est une société spécialisée dans les outils de préparation du sol.

Elle a conclu un accord au MALI pour la fabrication de charrues et instrument à traction animale.

Elle désire se développer en Afrique francophone et autres pays : MALAISIE, INDONESIE, SRILANCA.

Mr. VAN RUMPT a l'intention de persévérer dans le développement de la coopération industrielle dans la formule d'intégration progressive.

Actuellement, une machine est proposée et ensuite plusieurs autres modèles seront mis au point pour continuer l'évolution de la fabrication locale.

La diversification et la polyvalence des unités de production doivent apporter une meilleure utilisation des investissements et permettre une rentabilité financière.

Mr. VAN RUMPT confirme que le gouvernement hollandais apportera son aide si les dossiers présentés sont sérieux.

Toutefois, il insiste pour que les risques des entreprises PMI qui s'engagent dans "cette aventure" soient modulés et à cet effet, il est nécessaire que des principes de base soient définis. Il regrette de ne pas connaître suffisamment l'ONUDI et aimerait participer à des réunions qui pourraient lui permettre d'avoir beaucoup plus d'informations sur les pays en développement.

Il ne pourra se rendre en ARGENTINE, mais il espère qu'un délégué des constructeurs hollandais participera à la prochaine consultation.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

HOLLANDE

30 Juillet 1983

VOGELENZANG ANDELST BV

A N D E L S T

Mr. VOGELZANG - Directeur
- Président Association constructeurs machines
agricoles
Mr. PROVOOST - Export manager
Sté VOTEX - Département Export

La mécanisation agricole des PVD est une idée ancienne. Pour réussir, il est nécessaire d'avoir un maximum d'informations :

- Les machines agricoles déjà utilisées dans ces pays
- Les cultures pratiquées et leurs particularités
- Ce qui peut être fait
- La volonté des pays de se mécaniser.

Actuellement, VOTEX fait un gros effort pour l'équipement de la riziculture. L'étude et la réalisation d'une batteuse à riz simple a été faite mais sa diffusion est difficile bien que cette machine ait été prévue pour une fabrication locale.

La difficulté est le choix des pays à industrialiser compte tenu de leurs besoins et de leurs moyens.

Actuellement, VOTEX a passé un accord avec l'INDONESIE (1500 batteuses en fonctionnement).

La fabrication en HOLLANDE étant trop chère, la solution proposée est :

- 1) Fourniture machine complète (période à définir)
- 2) Fourniture en Kit complets pour soudure et assemblage. Technicien mis à disposition.
- 3) Fourniture de composants mécaniques et fabrication de la machine localement (70/80 % intégration). Assistance technique pour démarrage et développement (pour grandes séries cette assistance est gratuite).

VOTEX ne souhaite pas participer financièrement au capital de l'entreprise existante ou à créer sauf dans le cas d'une aide du gouvernement hollandais.

Après un premier accord, d'autres produits pourront être proposés dans la même formule d'évolution.

Sur un plan plus général, Mr. VOGELZANG est persuadé que la coopération industrielle avec les PVD est la seule formule pour développer les marchés de ces pays.

Les ventes effectuées en coup par coup sont néfastes pour les vendeurs et pour les utilisateurs.
Une coopération technique est nécessaire entre les partenaires.

.... /

ALLEMAGNE

2 Août 1983

Sté RAU
W E I L H E I M

Mr. HANS RAU - Président Sté RAU
- Président Syndicat constructeurs Machines agricoles
- Expert panel Machines agricoles. CEMA
- Expert FAO

Mr RAU participe aux réunions CEMA à BRUXELLES. Dernière réunion concernant la coopération industrielle.
Un représentant de son syndicat a assisté à la réunion d'ADDIS-ABEB aucune conclusion n'a été tirée, que des contacts humains.
Même constatation aux réunions FAO.
En général, chacun discute de ses propres problèmes, quelques bons dîners et ensuite plus rien.
Les personnalités présentes à ces réunions ne sont pas influençables. En général, les politiciens font le bilan de ce qui a été dépensé pour les PVD par tous les organismes. Rien de positif jusqu'à ce jour.

Mr RAU discute avec les services de la coopération allemande pour que les milliards dépensés soient utiles.
Les organismes sont très importants et dépensent une grande partie de leur argent pour leur administration.

Jusqu'à maintenant ce qui a été fait par l'ONUDI n'a pas apporté de résultats intéressants.

Après exposé J.B sur les nouvelles idées proposées par l'ONUDI, Mr. RAU a pris l'exemple du marché commun, en particulier la section ayant la responsabilité de l'industrialisation des PVD.
Il précise que rien ne peut aboutir si l'agriculture ne peut vendre ce qu'elle produit en plus de sa propre consommation.
Dans les PVD, même si l'agriculture est rentable, l'argent ne reste pas dans le circuit de l'agriculture et c'est très grave.
Si des aides sont consenties aux PVD, il faut qu'elles arrivent jusqu'aux fermiers.

L'agriculture est prioritaire mais c'est l'enfant pauvre du pays. Les gouvernements des PVD devraient donner des prix plus élevés aux producteurs agricoles pour leur donner les moyens d'investir en matériel:

Les PVD importent de plus en plus leur nourriture au lieu de donner des subventions à leurs agriculteurs.
C'est un coût pour les pays industriels qui aident, même peu, et les PVD n'avancent pas dans leur développement.

Il faut que la politique d'aides aux PVD change. Rien de sérieux n'a été fait depuis 20 années.
Les PVD doivent aider leur agriculture pour qu'elle devienne rentable.

.../...

En ce qui concerne l'industrialisation des PVD, la production des petits outils n'a aucun intérêt pour les industriels et les utilisateurs.
L'UNIDO ne semble s'intéresser qu'à l'outil à main et à la traction animale . Elle ne s'occupe pas du matériel motorisé.

En ALLEMAGNE, un dialogue est engagé entre le gouvernement et les constructeurs de machines agricoles pour qu'il y ait une organisation de formation pour l'utilisation et la maintenance des matériels utilisés par les PVD. C'est après ou en même temps qu'il faudra s'occuper de l'industrialisation de ces pays. Il n'est pas nécessaire de produire des machines agricoles qui seraient peu et mal utilisées.

Ces remarques concernent surtout l'AFRIQUE où certains constructeurs allemands sont déjà engagés.

J.B insiste pour que Mr. RAU participe à la consultation en ARGENTINE.

Mr.RAU répond que ADDIS-ABEBA n'a rien donné, que la prochaine réunion risque d'être également négative.

Une réunion est prévue entre FAO - Banque Mondiale, UNIDO et G.T.Z. Il exposera ses idées pour faire avancer les choses et pour coordonner les intérêts des différents pays. Le premier objectif est de faire comprendre que les constructeurs ne doivent pas proposer que des tracteurs.

Si l'on veut une moissonneuse ou une lieuse, ça n'existe plus. Les faucheuses simples ont disparues. Il n'est plus possible de régler le problème en proposant des anciennes machines.

Il faut commencer par la motorisation complète avec toute la chaîne de culture et non uniquement le tracteur ce qui ne veut rien dire.

Ces ensembles de culture doivent avoir une puissance de 30 à 60 CV et supprimer la sophistication qui n'est pas nécessaire.

Il faut savoir si les grands fabricants de tracteurs sont prêts à faire quelque chose dans ce sens ?

Si les pays industriels ne comprennent pas cela, il ne sera pas possible de développer les PVD en agriculture.

Mr. RAU voudrait coordonner les différents ministères allemands pour que l'on étudie cette situation.

Il a assisté à des réunions du Conseil Européen à STRASBOURG pour une discussion à ce sujet mais tout est trop long et cela dure des années sans résultats.

Quant à l'UNIDO, il semble qu'il n'a pas l'ambition de changer quelque chose , la forêt est trop épaisse.

Mr. RAU a reçu l'invitation pour l'ARGENTINE. Il n'a pas encore décidé de sa participation.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

ALLEMAGNE

2 Août 1983

L.A.V. Landmaschinen-und Ackerschlepper
Vereinigung
F R A N K F U R T

Dr. Friedhelm MEIER
Geschäftsführer

Le sujet du développement industriel dans les PVD est discuté depuis plusieurs années au CEMA à PARIS. La réunion d'ADDIS-ABEBA a laissé un mauvais souvenir aux participants et depuis la consultation de STRESSA, rien n'a été fait par l'ONUDI. C'est peu encourageant pour la consultation en ARGENTINE et il est nécessaire que des formules nouvelles soient proposées. Les thèmes développés par l'ONUDI ne tiennent pas compte des pays industrialisés et des critiques sur le passé. Il semble que ce n'était pas le souci de cet organisme de trouver des moyens de collaboration entre PMI et PVD.

Le Dr. MEIER suppose que l'ONUDI voulait créer des marchés et des productions locales et les protéger. Cette conception a été présente pendant toute la réunion d'ADDIS-ABEBA.

Néanmoins, ces manifestations sont un lieu de rencontre pour les responsables de différents pays qui désirent prendre de nouveaux contacts. Il y a eu beaucoup de rapports sur les PVD. Ceux-ci devraient permettre de rassembler une information très intéressante à diffuser mais la grande question est de savoir ce qui peut se passer après.

L'intervention de CITROEN n'a pas été appréciée par certains pays d'autant qu'il ne semble pas qu'il y ait une suite. Après explications de J.B sur idées nouvelles, le Dr. MEIER exprime quelques craintes :

Les idées peuvent être bien comprises mais il faut que l'ONUDI donne un exemple avec un pays et un industriel.

Il faut bien expliquer

- Comment s'y prendre
- Que peut faire l'ONUDI
- é Que peut et doit faire le PVD

sinon tout retombe dans des discussions stériles.

Il faut canaliser les études, présenter un pays en développement, présenter des industriels et expliquer ce qu'il faut faire pour réussir.

Il existe certainement des industriels qui sont prêts à réfléchir sur les nouvelles idées proposées mais il est nécessaire que l'espoir de profitabilité existe.

Il faudrait que les pays industrialisés mettent en place une formule d'assurance sur les risques, pour limiter les engagements des entreprises surtout les PMI.

.../...

ALLEMAGNE

3 Août 1983

G.T.Z.
F R A N K F U R T

Dr. Peter MULLER - Direction Machinisme Agricole

Le GTZ possède une division qui étudie la fabrication locale de machines agricoles en PVD mais surtout pour des ateliers ruraux ou petites unités rurales. Il participe à l'étude de machines adaptées, simples à fabriquer. Sa volonté de participer à l'industrialisation des PVD s'est également manifestée par l'étude et la mise au point du tracteur multitrac qui a été conçu pour être fabriqué dans les pays utilisateurs.

Actuellement, des partenaires industriels existent mais ils sont très lents à prendre la décision de s'engager dans une coopération industrielle avec les PVD.

Une étude de faisabilité a été faite pour les PHILIPINES mais la concurrence japonaise était à craindre et le projet a été abandonné.

Les PMI allemandes sont souvent d'origine familiale et elles ne peuvent pas prendre des risques importants.

Elles manquent de temps et souvent de moyens financiers. Le gouvernement allemand étudie des formules d'aide (KFW- DEG etc) pour les aider à innover pour les PVD et pour entreprendre des actions de co-développement.

Le GTZ considère qu'il faut trouver des produits originaux pour les PVD surtout dans le secteur de production de biens d'équipement. La diversification et la polyvalence des unités de production pourraient faciliter cette recherche.

Les instruments nécessaires à la traction animale, qu'il faut adapter au poids des animaux suivant les pays, pourraient être fabriqués par des unités polyvalentes sans aucune difficultés. Il faut éviter la spécialisation en grande série, genre SISCOMA, qui a provoqué un échec.

L'intervention de l'ONUDI est nécessaire pour préparer les PVD à l'industrialisation.

C'est fondamental car ce ne sont pas les PMI qui peuvent le faire (manque de temps et de moyens), surtout si elles sont seules. Ces entreprises doivent être informées sur les marchés possibles, leur importance, les types de matériels demandés et le niveau d'assimilation des utilisateurs.

Le GTZ a des contacts avec la FAO au sujet de l'industrialisation des PVD mais il n'y a pas de suite.

Il regrette que l'ONUDI ne provoque pas de réunions de travail pour étudier toutes les possibilités d'une coordination entre les organismes concernés par ces problèmes.

.../...

Mr. Wolfgang ULLRICH - Service prospection internationale

Ce service possède des antennes locales pour le développement de toutes industries, dans de nombreux pays. C'est une action de terrain qui permet de trouver des partenaires pour des projets de collaboration industrielle.

Pour réussir des accords, il faut que des conditions favorables existent dans les PVD.

- Possibilités de financement
- Garanties contre les gros risques
- Stabilité politique

A part certains pays très attractifs comme par exemple le MEXIQUE, il est nécessaire pour les pays moins évolués que des études soient faites afin de mieux les connaître. L' ONUDI pourrait apporter des informations intéressantes à ce sujet.

La polyvalence et la diversification des unités de production, qui pourraient être mises en place, favoriseraient beaucoup la recherche de partenaires.

L'approche serait moins sélective en développant les biens d'équipement en général, au départ et en ajoutant ensuite le machinisme agricole ou en pratiquant la méthode inverse.

Dr. Hans-Wilhelm VON HAUGWITZ - Technologie adaptée (Machinisme agricole)

Le machinisme agricole est difficile.

Dans la plupart des PVD (surtout en AFRIQUE) le niveau technique de la mécanisation agricole est très bas.

A part quelques exceptions les machines européennes ne sont pas adaptées. De ce fait, le développement n'est pas possible, le marché est étroit et la situation économique des entreprises existantes pose de nombreux problèmes.

L'industrie de machines agricoles européennes ne peut pas transférer ce qu'elles fabriquent vers les PVD. Il faut prévoir des produits adaptés.

Il faudrait de nouvelles techniques mais ne pas revenir en arrière sur la technologie appliquée. Il faut combiner des ensembles avec les composants qui existent.

Les entreprises européennes ont beaucoup évolué depuis 20 ans mais elles n'ont pas eu le temps de s'occuper des PVD.

D'autre part, ces derniers considèrent que leur agriculture est prioritaire mais ils n'appliquent aucune méthode pour la développer en la modernisant.

Pour des raisons de prix, il est préférable de fabriquer dans les PVD mais il manque l'incitation à cette industrialisation.

On possède les moyens d'adaptabilité mais il faut que les PVD aient les moyens de s'organiser.

Le savoir faire existe. Beaucoup de choses peuvent être faites mais la motivation d'investissement des PVD n'existe pas d'une façon profonde et durable.

.../...

La pression des pays industrialisés n'est pas suffisamment forte pour promouvoir la coopération industrielle d'autant qu'ils sont en surproduction dans leurs usines.

Dans son action, l'ONUDI doit prendre en considération ces différentes remarques. Il est nécessaire qu'une intervention soit faite auprès des PMI pour les informer des possibilités d'avenir dans la coopération industrielle dans les PVD.

C'est une nécessité économique mondiale et cette évolution se fera au profit de ceux qui occuperont le terrain les premiers.

L'ONUDI doit informer, convaincre, faciliter les contacts pour que des projets s'élaborent afin que les décisions définitives puissent être prises dans les meilleures conditions.

S'il y a ces changements de comportement des organismes internationaux, en ALLEMAGNE des entreprises seront intéressées par la coopération industrielle surtout avec une conception de polyvalence.

Il faudra néanmoins éviter de prendre toute leur capacité financière et de temps pour qu'elles ne s'épuisent pas.

L'ONUDI peut être un catalyseur, il doit le faire pour justifier son existence.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

ALLEMAGNE

3 Août 1983

FRITZ WERNER INDUSTRIE

G E I S E N H E I M

Mr. KURT W. JASTER - Manager Alternative Energy Département

Cette société importante a un département de recherche pour les économies d'énergie et surtout pour les énergies nouvelles à proposer aux PVD.

A reçu un financement UNIDO pour un projet au SOUDAN concernant des gazogènes polycarburants.

Ce matériel est prioritaire dans les biens d'équipement et un marché important existe dans tous les PVD ne possédant pas de pétrole dans leur sol.

Les installations proposées sont de conception simple et peuvent être fabriquées localement avec 70 à 80 % de taux d'intégration. C'est l'exemple type d'une production en petite série, nécessitant une unité de fabrication polyvalente dans la transformation du métal.

Les problèmes rencontrés par cette société sont :

- Difficultés de financement par les PVD.
- Nécessité de présence de techniciens en permanence
- Aucune qualification des utilisateurs
- Risque de destruction du matériel suite à mauvaise utilisation.

Bien que les matériels proposés soient d'intérêt vital pour le pays :

- Irrigation
- Production électricité
- Alimentation des véhicules (tracteur, camion) avec des carburants très bon marché (déchets de bois, tiges coton, balles de riz, maïs etc...)

aucune priorité est accordée par les PVD à de telles installations pour l'importation partielle et la fabrication locale. L'ONUDI est au courant de cette affaire.

Sur un plan plus général, cette société considère que la polyvalence des unités de production et la diversification des fabrications est nécessaire pour rentabiliser des implantations d'usines en PVD.

Les biens d'équipements prioritaires doivent constituer la base des fabrications faites généralement en petites séries. Mais le grand problème est la formation à tous niveaux pour l'encadrement, la maîtrise, le personnel des futures entreprises. Cette formation doit également être apportée aux utilisateurs de matériels qui auront la responsabilité de son fonctionnement et de son entretien.

.../...

L'existence de petites entreprises en environnement d'une entreprise nationale serait souhaitable pour équilibrer les charges de production dans le cas de petites séries.

L'absence de tissu industriel est une difficulté supplémentaire, mais celui-ci ne peut être créé que par la demande. Il est à remarquer également dans les PVD le manque de décideurs concernés par l'industrialisation. Pour une société importante, le problème du financement peut être résolu si le projet est sérieux en faisant espérer un développement dans l'avenir.

Il faut un dialogue entre personnes connaissant bien les problèmes posés par la coopération industrielle. Pour de telles projets, les entreprises PMI qui s'engagent ne doivent pas avoir une dimension trop petite (100 personnes minimum) et elles doivent avoir du personnel disponible à mettre à disposition des PVD tout au moins temporairement.

Le choix du partenaire en PVD est difficile et important. Il faut une antenne sur place, dirigée par un homme de terrain. Ce peut être une antenne technique.

Des consultants sérieux, avec leur connaissance du pays, doivent coordonner les rapports entre offreurs et demandeurs en assurant des responsabilités technico-économiques.

L'ONUDI doit prendre en charge toute cette organisation avec tous les moyens qu'elle peut mettre en oeuvre. C'est son rôle et sa vocation.

Jusqu'à ce jour, cet organisme a répondu à des actions pragmatiques dans certains secteurs industriels mais les résultats en sont mal connus; Des contacts plus fréquents avec les entreprises à travers l'organisation professionnelle du pays sont nécessaires.

Pour travailler et promouvoir ensemble, il faut se connaître:

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

ALLEMAGNE

4 Août 1983

KIENBAUM CONSULTING GROUP

B O N N

Sté Engeneering

Mr. Hans A. GRAF - Divisional Manager

Dans tous les projets étudiés par ce bureau d'engeeneering, il a été constaté beaucoup de problèmes pour les partenaires désirant coopérer pour des implantations industrielles. Dans les PVD, le climat d'investissement n'est pas clair. Il faut que l'accueil soit préparé en sachant que les PMI offreurs veulent faire des profits à terme. Actuellement certains pays sont attractifs (BRESIL, ASIE du Sud, etc ...) parce qu'il y existe un potentiel réaliste.

Pour les industriels européens, la connaissance du potentiel de vente dans un pays est indispensable ; il peut être vérifié par des actions d'exportation pendant quelques temps et si les résultats sont intéressants et que le dialogue est bon, le climat sera favorable pour passer à l'étape de la coopération industrielle. L'Europe a une crise de structure et le véritable dialogue commercial n'est pas trouvé avec les PVD importateurs. Il faut instituer une stratégie de rationalisation, de diversification de l'exportation et une collaboration suivant des conditions parfaitement définies pour l'intérêt de chacun des partenaires.

Pour définir une procédure de collaboration, il faut :

- Penser en terme d'industrialisation en sachant que les contacts sont difficiles et qu'ils sont limités par la différence des mentalités, tout au moins au début. Ce peut être un échec au départ.

- Savoir que des grandes sociétés sont déjà implantées dans beaucoup de pays et qu'elles possèdent des spécialistes. Elles ont la capacité de tout faire seules. Par contre, les PMI sont dirigées par quelques personnes indispensables et très occupées. Elles sont très engagées avec peu de temps disponible. Elles manquent d'informations et n'ont pas le temps d'en prendre. Donc obstacles importants et risque d'échecs et de retraite.

- Penser qu'il existe une réaction pro-cyclique suivant la conjoncture du moment. Si tout va bien, il y a dynamisme. Si difficultés, les responsables PMI sont préoccupés par les affaires quotidiennes et n'ont pas le temps de penser au moyen et au long terme. Dans cette situation, les PMI n'ont pas de possibilités de financement.

.../...

- Savoir qu'une PMI ne peut attendre 4 - 5 ou 6 ans pour réussir une percée vers les PVD, surtout dans le cas où elle a des difficultés sur ses marchés traditionnels.

C'est pourquoi l'assistance extérieure est très importante, mais le risque est de conseiller sans être sûr d'un résultat positif.

La position de l' ONUDI dans ce cadre semble très mal définie :

- Image d'une organisation très lourde et lente
 - Toutes les discussions et les rapports sont trop théoriques
 - Actions inefficaces ou peut être mal connues
 - Pas présente dans les cas où son intervention serait nécessaire
 - Ses efforts semblent dirigés sur des programmes
 - compagnies - secteurs industriels - pays.
- Ce n'est pas assez précis.

L'ONUUDI doit faire ou refaire son image de marque en proposant des actions originales, soutenues par les aides qu'elle peut apporter elle-même ou déclencher chez les autres organisations nationales ou internationales.

Il faut convaincre les chefs d'entreprise des pays industrialisés, pour qu'ils réglent leurs problèmes sur leurs marchés habituels et leur présenter des modèles de programme de coopération industrielle avec les PVD.

L'ONUUDI doit intensifier ses rencontres avec le monde industriel à tous niveaux et aller jusqu'au contrat. Il faut que chacun sache "qui fait quoi" et ce qu'il doit donner et attendre de l'autre.

C'est certainement une action onéreuse financièrement mais elle est nécessaire pour que "quelque chose se passe".

L'ONUUDI doit participer à la sélection des pays dans lesquels il y a une chance de réussir, compte tenu de leurs richesses existantes et de leur volonté d'évoluer vers l'industrialisation. Le rapport profit-rique est le seul moyen de décider de l'opportunité d'une coopération.

L'ONUUDI doit agir rapidement pour éviter que la situation s'aggrave dans les PVD où les échecs augmentent.

La diversification et la polyvalence des unités de production sont très importantes d'autant que ces formules permettent de fabriquer économiquement des produits de biens d'équipement prioritaires en petites et moyennes séries.

Un tissu industriel composé de telles entreprises bien réparties dans les secteurs d'urgence apporterait une chance de réussite certaine.

.../...

Les techniques de développement prévues pour l'Europe ne peuvent pas être appliquées dans les PVD.

Il faut une méthodologie d'intervention appropriée et développer des techniques nouvelles.

Les élites des PVD sont éduqués dans les pays industriels. Dès qu'ils quittent ces pays à la fin de leurs études, avec des diplômes, ils essaient de reproduire dans leur propre pays ce qu'ils ont appris et vu. Ceci est une grave erreur. Ils se servent de l'influence politique pour reproduire ce qu'ils connaissent mais le contexte dans lequel ils se trouvent n'est pas prêt à recevoir ce type d'organisation. C'est une des causes de la lourdeur de l'administration des PVD.

Actuellement, le dialogue entre les PMI et les PVD est fait à travers ces élites et c'est très mauvais ; d'autant que ceux-ci sont contre les technologies appropriées.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

ALLEMAGNE

4 Août 1983

DEUTZ - FAHR

K O L N

Dr. Arno GEGO - Directeur exportation
- Expert ONUDI

La Sté DEUTZ a réalisé beaucoup d'implantations en collaboration industrielle dans le monde entier. Les difficultés ont été difficiles à surmonter. Exemple de l'EGYPTE où DEUTZ fabrique des moteurs depuis 30 années et discute depuis 6 années pour la fabrication de tracteurs. Beaucoup de problèmes administratifs, procédure très lente et inefficace. Mêmes problèmes en TUNISIE, en YOUGOSLAVIE où toutes ces difficultés se retrouvent. En INDES, également production moteurs, le niveau technologique est plus avancé et c'est plus favorable.

En général, les partenaires sont les gouvernements mais dans certains grands pays, ce sont des partenaires privés. La rentabilité est faible et elle n'apparaît qu'après 5 à 10 ans d'activité ou jamais pour certains pays.

En ce qui concerne le problème de la coopération industrielle entre les PMI et les PVD, le Dr. GEGO pense que la diversification et la polyvalence sont très intéressantes. Sa Sté est très intéressée pour collaborer sous forme de sous-traitance avec les entreprises de transformation du métal qui s'implanteraient dans les PVD où DEUTZ a une activité.

La fabrication de composants divers et même sous-ensembles est très utile aux grandes sociétés nationales (Le cas est le même dans les pays industrialisés). Une collaboration peut s'établir entre petites et grandes sociétés surtout dans les PVD où il existe peu de moyens techniques de production et technologiques.

Connaissant bien le problème de l'industrialisation des PVD qui préoccupe l'ONUUDI, le Dr. GEGO considère que cet organisme doit prendre toutes dispositions pour être efficace et concret.

- L'ONUUDI doit être un instrument de travail, en équipe, comme les grandes entreprises industrielles. Un esprit nouveau doit être institué pour que le dialogue avec ses partenaires soit concret et efficace.

Il pense que cet organisme doit être plus réaliste et moins théorique et raisonner en termes économiques avec des notions de rentabilité.

- Il faut faire une sélection des pays (comme fait par DEUTZ) suivant leurs besoins, les possibilités, leur dimension et leur niveau technologique.

.../...

- Pour un projet en cours, il faut que l'ONUDI désigne un homme responsable qui coordonne tout en étant en contact permanent avec tous les services concernés.
- L'ONUDI devrait se concentrer sur quelques projets seulement après avoir fait une sélection très objective.
- Les projets doivent être personnalisés sur des responsables qui connaissent les problèmes d'industrialisation et devront par la suite effectuer les implantations et les faire fonctionner.
- Il faut qu'une pré-industrialisation soit faite en connaissance de ce qui existe et des besoins des pays.
- Il faut beaucoup de persévérance pour industrialiser ces pays et les PMI doivent être aidées pour supporter les lenteurs qui existent dans tous les rapports administratifs et techniques.
- Il faut savoir, qu'actuellement, dans les PVD, tout est lourd et inefficace et que les efforts sont à faire continuellement.
- Au même titre que les services spécialisés des grandes entreprises, l'ONUDI, pour aider les PMI des pays industriels, doit faire le maximum de préparation dans les PVD, par ses conseils, ses actions et surtout par l'apport d'informations indispensables, pour éviter les échecs en prenant des décisions mesurées et prudentes.
- Une participation financière des offreurs peut être intéressante car elle apporte des moyens de contrôle qui sont nécessaires.
- L'ONUDI doit se faire mieux connaître et être en contact permanent avec les pays et leur industrie.

-
-:-:-:-:-:-:-:-

ALLEMAGNE

4 Août 1983

HENKELHAUSEN
K R I E F E L D

Société classée en PMI (100 personnes) ayant plusieurs activités

- Concessionnaire important de DEUTZ pour l'ALLEMAGNE
- Recherche et innovation pour matériels destinés aux PVD
- Fabrication et mise au point prototypes mais pas de production de série.

La particularité de HENKELHAUSEN est de mettre en place dans les PVD des unités industrielles qui peuvent faire du négoce avec des matériels importés et fabriqués partiellement.

- Projet pour irrigation certaines régions SAHARA (fournitures d'installations de pompage fabriquées partiellement sur place)
- Implantation d'une unité de production en Côte d'Ivoire qui fonctionne normalement (faite en collaboration avec DEUTZ moteurs et vente et entretien tracteurs.
- Fournitures d'outils rotatifs pour tracteurs, motopompes et groupes électrogène.

Cette Société s'occupe de la mise au point définitive du tracteur Multitrac (recherche GTZ) qui doit être conçu avec des composants allemands qui seront fournis en exportation.

Actuellement projet au KENYA où un tracteur prototype est en essais. Une société sera créée avec partenaires privés du KENYA, DEUTZ et HENKELHAUSEN.

Egalement projet pour proposer aux PVD des gazogènes pour équiper les moteurs DEUTZ (fixes ou tracteurs pouvant fonctionner avec déchets de bois, noix de coco, café etc...)

C'est l'exemple d'une PMI ayant une action innovatrice, soutenue par une grande société tant en ALLEMAGNE que dans les PVD. Les difficultés rencontrées portent surtout sur les problèmes techniques qui sont constants et qui obligent les responsables à être sur place en permanence.

La fourniture de pièces diverses même simples se fait uniquement par le canal de l'exportation et cause de grosses pertes de temps. Des entreprises de transformation du métal, polyvalentes et ayant des activités diversifiées rendraient de très grands services sur place en faisant gagner beaucoup de temps et en développant des techniques traditionnelles qui obligeraient à former des techniciens.

C'est toujours le constat de l'absence de tissu industriel qui fait hésiter à se lancer dans des projets d'implantation.

.../...

Cette société dynamique, qui pourrait apporter beaucoup de savoir faire aux PVD connaît peu l'ONUDI et regrette de ne pas avoir de contacts plus fréquents.

Elle profite des informations de DEUTZ mais se trouve ainsi très engagée avec cette grande société nationale.

Ses responsables sont persuadés que beaucoup de PMI allemandes seraient disposées à collaborer avec les PVD pour l'étude de matériels adaptés et leur fabrication locale mais ils constatent une inertie permanente qui les bloque dans leurs décisions.

L'ONUDI doit intervenir pour que les PVD s'organisent pour accueillir les PMI qui offrent leurs produits et leurs connaissances avec lesquelles ils pourront créer et développer leur industrie.

C'est fondamental.

Cette société n'a pas les moyens et le temps de se déplacer en ARGENTINE pour la consultation. Il faudrait des réunions "plus industrielles" et moins loin de l'Europe.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

FRANCE

31 Août 1983

Ets BUREL
35.220 CHATEAUBOURG

Mr J. BUREL - Directeur Général Sté BUREL
- Responsable UCOMEX
groupement 8 PMI pour exportation

N'a jamais reçu d'informations sur l'ONUDI
Ce qu'est cet organisme
Ce qu'il fait

Mr. BUREL a connaissance de plusieurs organismes nationaux ou internationaux qui veulent "réorganiser le monde" mais a beaucoup de doutes sur les résultats. Il considère qu'ils génèrent des administrations lourdes qui utilisent l'essentiel de leurs capitaux pour leur gestion propre. Par contre, il croit beaucoup au développement des PMI françaises vers les PVD et pense que c'est nécessaire pour l'avenir des pays industrialisés.

La Sté BUREL a fait une expérience en créant, il y a quelques années, le TROPICEM avec la collaboration de la SATEC sous la conduite technique de Mr. LELOUS.

C'est le cas de l'entreprise qui, n'ayant aucune informations réelles et précises sur les PVD et se trouvant totalement coupée de ces nouveaux marchés, se confie à des organismes "compétents" à travers des "inventeurs mécaniciens" qui n'ont aucune notion des vérités industrielles.

N'ayant, ni le temps, ni les moyens, elle ne peut tout faire seule.

Dans cette affaire "TROPICEM" qui se termina par un échec, après la vente de quelques centaines de machines qui furent peut être utilisées en partie et pour lesquelles des investissements importants ont été faits (SATEC et constructeur), il en résulte des pertes de temps importantes et le risque de détruire l'image de marque de la FRANCE et de ses PMI.

Dans une dernière tentative, Mr. BUREL a essayé de prendre des contacts avec la SISCOMA pour un accord de fabrication du TROPICEM mais a constaté que le CEEMAT, qui avait participé aux essais de ce matériel, suite à la demande de la SATEC, étudiait un matériel concurrent!!

Mr. BUREL pense qu'avec une bonne information sur les marchés, les techniques utilisées, il y aurait eu des résultats positifs et actuellement plusieurs implantations industrielles seraient en activité dans les PVD.

.../...

Il constate que les organismes nationaux et internationaux, qui sont au courant de tous les projets, cherchent des partenaires industriels pour amorcer des études, justifier leur existence, et ensuite laissent à leurs soucis et leurs difficultés les PMI qui ont cru à une collaboration industrielle avec les PVD.

Il rappelle que les 40 années d'expérience de son entreprise, familiale, pouvait apporter beaucoup à ces pays.

En conclusion, tous les espoirs ont disparus et cette entreprise très dynamique a abandonné les projets qu'elle pouvait avoir (SENEGAL - TUNISIE - MAROC - COTE D'IVOIRE - MALI - CAMEROUN).

Des exemples semblables peuvent être signalés dans les autres entreprises participantes du groupement UCCMEX dont il est responsable.

Après un exposé de J.B sur la vocation de l'ONUDI et les nouvelles idées qui apparaissent, Mr. BUREL fait les remarques suivantes :

Des PMI françaises sont intéressées par une orientation progressive vers la coopération industrielle avec les PVD. Les pouvoirs publics doivent inciter les entreprises vers cette nouvelle conception de développement en pensant à l'intérêt de chacun et non en essayant de conclure "des contrats alimentaires" pour leur propre existence.

L'incitation faite par l'organisation professionnelle peut poser des problèmes sur le plan de la concurrence entre ses adhérents.

Dans chaque pays ou en EUROPE, un homme ou un service connaissant parfaitement ces problèmes doit "orchestrer" toute l'action qui se déroulerait sous le couvert de l'ONUDI.

- Il faut des hommes compétents pour diffuser toutes les informations utiles et nécessaires.
Ex du rapport SEDES-CEEMAT qui a été un travail très important, très onéreux et sans suite.
- Il faut faire une sélection et définir une priorité des PVD industrialisables.
- L'ONUDI doit avoir les moyens d'être en contact direct avec les entreprises qui veulent s'engager sur des dossiers sérieux.
- Il faut que les PVD s'organisent pour comprendre le dialogue industriel qui est essentiel à l'origine des premiers contacts et pendant tout le temps des études et de la concrétisation.
- il faut que l'ONUDI ait un Bureau industriel animé par des industriels et non des fonctionnaires. Mr. BUREL cite l'exemple de HOSKING (Angleterre) qui, à titre privé, fait cette coordination entre partenaires et réussit à déclencher certaines affaires mais ses moyens sont très limités volontairement.

.../...

FRANCE

1° Septembre 1983

STE HUARD

44.110 CHATEAUBRIAND

Mr. Jean HUARD - P.D.G. Sté HUARD
- Vice-Président SYGMA
Mr. ROUX - Responsable expert AFRIQUE

Mr HUARD confirme que les constructeurs français doivent faire des efforts pour l'exportation et toutes actions vers lesPVD. C'est le cas de sa société mais il se pose la question de savoir s'il a "joué la bonne carte".

Toutefois le syndicat des constructeurs français de machines agricoles doit être prudent dans la défense d'une certaine politique avec lesPVD car son budget est alimenté pour 60 % par des multinationales.

Le marché de prédilection pour la FRANCE est l'AFRIQUE dans son ensemble et il doit être préservé au maximum contre les constructeurs étrangers qui le convoitent également.

Mais les constructeurs français ne peuvent être des philanthropes. Il faut gagner de l'argent.

Les PMI françaises ne peuvent pas agir comme les multinationales qui s'implantent dans les PVD en apportant :

- Le financement
 - Le personnel
 - La technique
 - Le matériel
- et les appuis politiques.

Mr. HUARD a été un promoteur de SISCOA au SENEGAL et il a vécu cette expérience depuis sa réussite au départ jusqu'à l'échec connu.

C'est pour lui l'expérience de la coopération industrielle avec les PVD :

- Ce qu'il faut faire
- Ce qu'il ne faut pas faire

Avec cette expérience et ses efforts pour être mieux informée, la Sté HUARD vient de réussir une implantation en co-développement avec la TUNISIE et envisage de nombreux projets avec d'autres PVD, mais en général les PMI des pays industriels n'ont pas le temps et les moyens pour faire seules de telles réalisations.

Il faut savoir que l'industriel n'a pas d'intérêt direct dans une implantation industrielle en PVD et que tout l'environnement est concerné.

Il faut tenir compte des réalités politiques et économiques de chaque pays.

.../...

Politiques : Impossible de s'implanter dans un pays qui est en crise.

C'est très incertain pour l'avenir et aucun cadre supérieur, nécessaire à la direction de l'usine, ne voudra s'expatrier avec sa famille dans de telles conditions.

Les lois locales, douanières, fiscales, sociales, doivent être favorables aux entreprises qui ont l'obligation d'être rentables.

Pour qu'un pays soit retenu, il faut qu'il confirme son intention de faciliter une évolution industrielle.

En conclusion, le choix du pays est très important.

Economiques :

Il faut un marché suffisamment important dans le pays. Il est nécessaire de définir un volume critique en dessous duquel il ne faut pas descendre (à terme). Aucune illusion n'est permise à ce sujet.

Il faut que les capitaux soient apportés par le PVD et ses ressortissants. La PMI peut apporter "une carte de visite" mais elle n'a pas les moyens d'aller plus loin.

Elle doit trouver en face d'elle toutes formules de financement par ses partenaires. Une infrastructure bancaire est indispensable.

Les partenaires les plus favorables seront des "grands bourgeois" qui se transformeront, dans le temps, en industriels.

Il faut un code des investissements très clair, définissant :

Royalties, redevances, protection industrielle etc...

La PMI apporte :

- Sa marque
- Ses produits
- son savoir faire
- Des techniciens de haute qualité

et les PVD doivent comprendre que ces apports sont très importants et ont nécessité des efforts pendant des décennies et des générations pour obtenir cette richesse technique et innovatrice.

Un tel transfert peut apporter la possibilité aux PVD de s'industrialiser rapidement avec les moindres risques, si ce n'est qu'un financement et de la bonne volonté.

Les gouvernements des pays industriels doivent penser à une exportation des élites qui est une forme de rayonnement de leur haut niveau intellectuel et industriel.

.../...

L'ONUDI doit proposer un code des investissements dans lequel la notion de valeur ajoutée ne doit pas se confondre avec le taux d'intégration.

L'ONUDI doit s'occuper d'inciter et de créer un tout de ce qui est à faire pour les PVD.

Elle doit préparer ces pays à négocier des contrats industriels.

L'ONUDI doit participer aux études d'industrialisation avec l'assistance de bureaux d'engineering qui sont indispensables, mais à la condition que ceux-ci connaissent les produits, les techniques les contraintes d'utilisation du machinisme agricole.

L'ONUDI doit faire disparaître les illusions de la réexportation de produits fabriqués localement dans des pays frères (ex : SISCOMA)

Il doit promouvoir de petites et moyennes unités polyvalentes et diversifiées en réservant la priorité aux machines agricoles qui sont indispensables en considérant les autres biens d'équipement comme complémentaires.

Ex : L'unité TUNIS
Machines de préparation du sol
Remorques rurales
Citernes
Manutention etc...

L'ONUDI doit définir également un code de la formation en sachant que les hommes doivent être formés dans le contexte où ils vivent, pour éviter les échecs connus des formations en pays industriels.

L'ONUDI justifiera son existence par la valeur de ses interventions à tous niveaux en préconisant des actions concrètes et en apportant des exemples de réussite.

-:-:-:-:-:-:-:-

FRANCE

1^o Septembre 1983

MARPEX

44.000 N A N T E S

Association 13 PMI
Constructeurs machines agricoles

Mr. P. MOREAU - Délégué Général

Reçoit actuellement beaucoup de demandes d'offres pour des matériels traction animale destinés aux PVD, en provenance de consultants, organismes de coopération et de développement des PVD, Agents d'affaires, etc...

Ces fabrications étant arrêtées, aucun constructeur français ne peut donner suite. Les demandes d'échantillonnage ne peuvent être satisfaites.

Dans certains cas les constructeurs seraient intéressés par des séries importantes et répétitives. Cette information fait apparaître un certain désintéressement des PMI pour les marchés des PVD, sans doute à la suite d'échecs dans des affaires précédentes. Les PMI pourraient être aidées pour fournir des échantillonnages après les conseils d'experts qui décideraient de l'opportunité de donner suite à des demandes.

Mr. MOREAU constate un manque total d'informations :

- Aux PVD qui devraient connaître les matériels spécifiques existants, correspondant à leurs besoins
- Aux PMI qui devraient connaître les marchés et leurs particularités, c'est une lacune importante qui paralyse toutes intentions de rapprochements commerciaux et industriels entre les partenaires.

Ceci confirme que les PVD ne peuvent définir ce qu'ils veulent et dans ce contexte les PMI ne veulent plus prendre de risques.

L'ONUDI doit intervenir auprès des pays industriels et des PVD pour les convaincre que des accords commerciaux doivent déboucher sur une collaboration industrielle qui aura toutes chances de réussite, le marché étant connu et les impératifs d'adaptabilité et d'utilisation étant définis.

Mr. MOREAU a participé au rapport fait par la SEDES, en temps et financièrement. Il a reçu un volumineux rapport et depuis rien. C'est du gâchi et il le regrette.

.../...

Les entreprises du groupement MARPEX sont intéressées par la coopération industrielle avec les PVD mais elles n'ont pas les moyens d'y accéder seules.

Elles ont fait l'effort de se constituer en groupement et elles souhaitent avoir une certaine audience auprès de l'ONUDI qui pourrait, par ses informations et éventuellement son assistance, les aider à poursuivre leurs actions.

Mr MOREAU considère que l'ONUDI est trop "éloigné" pour que des contacts intéressants et suivis puissent aider ses adhérents.

Actuellement, trois membres du groupement désirent s'implanter ensemble dans un PVD suivant une formule de coopération industrielle. L'ONUDI peut-elle, tout au moins à titre d'exemple, suivre ce projet d'une façon particulière surtout dans l'apport d'informations et de conseils ?

Le projet d'implantations d'unités polyvalentes et diversifiées dans la production de biens d'équipement prioritaires doit apporter un meilleur équilibre des nouvelles entreprises mais Mr. MOREAU fait remarquer qu'il sera nécessaire de privilégier le machinisme agricole en s'assurant qu'il ne soit pas abandonné dans le temps au profit d'autres produits plus rentables.

Ce serait très grave d'autant que la maintenance et le SAV des matériels en fonctionnement pourraient en souffrir.

A cet effet, il souhaite que ce développement industriel des PVD soit sous la responsabilité des PMI du machinisme agricole et que les autres produits proposés soient complémentaires au machinisme agricole et non l'inverse.

Pour la formation professionnelle qui est absolument nécessaire, l'ONUDI doit intervenir auprès des PVD afin que des structures soient mises en place, mais les programmes doivent être définis en partie par les PMI qui devront proposer les critères de formation (bases techniques et technologiques, spécialisation, niveau). Des contrats pourraient être passés avec des PMI qui prendraient la responsabilité de formation dans les unités de production mises en place.

Le groupement MARPEX, composé de 12 entreprises dynamiques, complémentaires entre elles, peut apporter son dynamisme à la coopération industrielle à condition qu'il puisse obtenir toute l'information qui est indispensable pour prendre en charge des projets sérieux pouvant servir d'exemples concrets. Ses moyens sont limités mais sa volonté de réussir est certaine.

FRANCE

6 Septembre 1983

S Y G M A

(Syndicat des constructeurs français
de machines agricoles)

P A R I S

Mr. OPPILARD - Secrétaire Général adjoint
Service Exportation

Les constructeurs français sont très hésitants pour s'engager dans des actions coopération industrielles avec les PVD. Différentes expériences ont été tentées avec quelques réussites mais beaucoup d'échecs. Cette situation n'est pas réversible et peut se modifier dans le temps si de nouvelles propositions sont faites aux PMI tant de la part des pouvoirs publics français que par les organismes internationaux.

Les contraintes évoquées par Mr. OPPILARD sont les suivantes :

- Situation de banqueroute ou absence de ressource de nombreux PVD.
- Difficultés de choix de partenaires qualifiés dans ces pays tant aux niveaux de production, qu'entretien de matériel et formation des utilisateurs, ou complexité administrative et juridique des pays d'accueil.
- Besoins de ces pays en technologies simples, susceptibles d'être copiées et difficile à produire dans des conditions économiques satisfaisantes pour un constructeur occidental face à l'émergence de nouveaux concurrents dans ces mêmes PVD.
(Sud-Est Asiatique , Inde, Brésil ...)
- Poids des moyens financiers à mobiliser pour les implantations industrielles à l'étranger, la plupart du temps disproportionnés avec les ressources des PMI.
- Lourdeur administrative dissuasive pour les PMI des procédures pour l'aide à l'investissement à l'étranger.

Toutefois Mr. OPPILARD précise que les constructeurs français ont la volonté de se développer sur les marchés importants que représentent les PVD.

- A côté de ces obstacles, les exportateurs français entretiennent heureusement des relations commerciales solides avec plusieurs pays ou répondent aux appels d'offres internationaux.
Ceci reste encore la forme la plus largement répandue de coopération entre PVD et PMI françaises.
- La part relative aux exportations vers certains grands pays en voie de développement montre qu'il existe encore de grandes possibilités de ventes directes de matériels agricoles partout où cela reste encore possible.

.../...

Le SYGMA souhaite avoir des contacts avec l'ONUDI.
La visite de J.B pour l'enquête en cours est intéressante dans le sens d'une information qui n'existait pas jusqu'à ce jour.

Pour qu'un syndicat puisse inciter ses adhérents à se pencher sur des actions de coopération industrielles, il faut qu'il puisse apporter des informations détaillées sur toutes les possibilités d'aides aux partenaires, qui peuvent exister.

L'ONUDI doit prendre en charge ce rôle de catalyseur en apportant également des exemples de réalisations possibles et des schémas d'actions suivant des pays choisis par leurs intentions de coopérer avec des PMI.

La FRANCE propose une grande diversité de matériels et a déjà beaucoup de contacts avec les PVD (surtout l'Afrique)
Dans un tel contexte, une évolution est possible mais il faut qu'elle soit , si possible, coordonnée par l'ONUDI.

Il semble que ce soit la vocation de cet organisme international.

--:--:--:--:--:--:--

FRANCE

7 Septembre 1983

S E B A
P A R I S

Sté d'engeenering

Mr. X. MISS - Directeur Général

Ce bureau d'engeenering est en contact permanent avec les PVD, surtout francophones, pour l'implantation d'unités de production de différents secteurs industriels.

A connaissance de l'existence de l'ONUDI mais ne connaît pas sa vocation exacte et ses possibilités.

Son expérience dans l'industrialisation des PVD, surtout par les difficultés qu'il rencontre, fait apparaître des remarques très importantes :

Les interlocuteurs de ces pays ont une méconnaissance totale de l'industrialisation.

Ils désirent "des usines" du type sophistiqué identique à celles existant dans les pays industriels, mais ils ne sont pas conscients de leur inaptitude à les faire fonctionner.

La proposition d'usines simples, pour fabriquer des produits simples avec éventuellement des parcs de machines outils d'occasion d'un prix peu élevé, mais garanties dans leur bon fonctionnement, ne semble pas les intéresser.

Les PVD veulent se donner "une image" industrielle par le niveau technologique et le modernisme des entreprises implantées. Dans la majorité des cas, les promoteurs de ces pays, pouvoirs publics ou privés, font intervenir la notion d'exportation des produits fabriqués en sous région. Il est très difficile de les dissuader de cette intention qui est illusoire et surtout qui ne doit pas intervenir dans une étude de faisabilité, tout au moins au départ.

Il est difficile de faire comprendre aux PVD que les honoraires demandés par des consultants extérieurs, qu'ils jugent en général trop élevés, ne sont pas proportionnels à la dimension de l'unité de production prévue.

Certains pays mettent en place des organismes de développement industriel (ex. CAPM au CAMEROUN) mais il est regrettable que ces structures n'aient pas acquises l'esprit industriel qui serait nécessaire. Ce sont toujours des administrations lourdes, lentes et "méfiantes".

Exemple intéressant de la création d'une unité de traitement "d'arachides de bouche" au SENEGAL qui a été étudiée par SEBA avec collaboration d'un bureau de consultants français connaissant bien les problèmes agro-alimentaires:

C'est une création qui n'a pas nécessité l'intervention d'une PMI du pays industriel.

La contrainte la plus importante est le problème de financement par les PVD.

En général, les capitaux sont apportés par des sociétés nationales ou des "Bourgeois " qui veulent investir.

Pour ces derniers, les organismes bancaires font de grosses difficultés pour accorder des prêts

Ces organismes financiers sont très intrigués par les échecs qui sont survenus à la suite de mauvaise gestion des entreprises existantes.

Ils imposent des garanties de bonne gestion par la présence d'une direction assurée par des européens pendant la durée de remboursement des emprunts.

Cette période peut varier entre 5 et 7 années.

De ce fait des contrats de gestion, assurant la qualité et le sérieux des dossiers doivent être prévus à l'origine.

Les bailleurs de fonds imposent cette garantie.

C'est le problème de la disponibilité des "Elites" dans les pays industriels.

Actuellement, ils existent (difficultés économiques de ces pays) mais il faut que les PVD comprennent que leur présence est indispensable dans les entreprises, en garantie de bon fonctionnement.

L'ONUDI doit intervenir et définir un code de financement dans lequel serait prévu toutes les formes d'accords, avec des bases contractuelles, pour apporter une caution aux bailleurs de fonds qui sont indispensables pour le financement de tous projets.

L'ONUDI doit prendre en considération , le système et la structure financière, particuliers à mettre en place pour que la coopération industrielle devienne une réalité et une réussite.

L'ONUDI doit apporter toutes informations aux PMI, organismes, consultants des pays industrialisés et aux PVD.

L'ONUDI doit intervenir auprès des PVD pour leur faire comprendre que des implantations de petites et moyennes dimensions, pour la production de produits simples, ne leur donnera pas "l'image du pauvre" mais au contraire leur permettra de sécuriser un démarrage industriel avec un développement assuré pour l'avenir.

=:|=:|=:|=:|=:|=:|=:

ITALIE13 Septembre 1983

INSTITUTO DI MECCANICA AGRARIA

M I L A N OProfesseur PELIZZI

Le Professeur PELLIZI travaille avec l'ONUDI depuis 1971. Il regrette que malgré tous les travaux et études qui sont faits dans cet organisme, il n'y a pas de résultats intéressants. Il pense que l'ONUDI est dépassé devant les problèmes de la coopération industrielle et il souhaite que beaucoup d'efforts soient faits et que des idées concrètes et réalisables soient présentées aux participants des réunions.

Il rappelle ses interventions auprès de Mr. HACINI il y a 2 ans, au cours desquelles il insistait pour que l'ONUDI :

- Détermine un plan d'actions concrètes
- Définisse ce que doit être la technologie appropriée
- Intervenir pour que les PVD soient "classés" en trois catégories suivant les paramètres connus et toutes considérations nouvelles dans le contexte mondial.

Il faut tenir compte du coût des postes de travail dans les différents pays qui peut varier de 500 à 4.000 \$ (étude anglaise). Les produits qui doivent être fabriqués dans des unités de production, polyvalentes, doivent avoir un niveau technique compatible avec le niveau technologique existant et admissible dans le pays.

Toutefois, les matériels de conception simple (traction animale) ne doivent être pris en compte dans un transfert de technologie, celle-ci n'existant pas dans ce type de produit.

Pour la mécanisation des PVD, il faut penser au moteur qui sera l'élément de base d'une évolution vers le développement. En ITALIE, aucun constructeur, sur les 2.500 existants, n'est intéressé par une mécanisation "faible". Par contre ils manifestent un intérêt pour des accords éventuels avec des produits conventionnels qu'ils produisent, en principe sans modifications.

Il est possible de simplifier certains matériels mais si l'on veut la participation des constructeurs italiens, il ne faut pas réinventer des engins nouveaux. Ce serait un recul technologique. Les essais de simplification faits par GALDONI et quelques autres constructeurs se sont soldés par des échecs.

Le gouvernement Italien apporte une aide importante aux P.V.D. En contrepartie, il désire que ces pays achètent des matériels existants (actuellement en stock)

Les PVD sont habitués à avoir une économie "assistée" non rentable, donc ils ont besoin d'argent.

Il faut leur proposer de petites usines qui fabriqueront une diversité de produits dont le machinisme agricole en priorité.

.../...

L'ONUDI doit développer dans ces pays des "conditions générales" qui leur permettent d'accueillir "des industriels volontaires pour l'aventure de la coopération industrielle".
Il faut mettre en place des "Centres de recherche appliquée" qui devront traiter des problèmes

- De matériaux
 - De machines agricoles spécifiques choisies dans l'immense catalogue de ce qui existe
 - Des essais de fonctionnement et d'utilisation dans les conditions particulières des PVD
 - De formation des hommes
- etc...

Le Professeur PELLIZZI pense que l'argent qui serait nécessaire pour payer plus cher des matériels spéciaux, adaptés, doit être utilisé pour la formation d'utilisation et de maintenance, pour l'utilisation rationnelle des matériels conventionnels.
Tout ce qui a été fait pour la mécanisation des PVD a été faussé par la mise en place de tracteurs sans accessoires de culture bien adaptés.

Il faut que l'ONUDI intervienne pour que soit mis au point un système de culture motorisé complet et refuse des propositions concernant des "assemblages de composants existants".
Les outils de travail peuvent être simplifiés pour réduire les coûts de production.

L'ONUDI doit créer.

La petite industrie doit être aidée par les grandes sociétés nationales (voir rapport FIAT) pour créer cet environnement industriel qui est indispensable.

L'ONUDI ne doit pas se désintéresser des transnationales mais au contraire se servir de leurs implantations en définissant un type d'assistance internationale ou bi-latérale.
Cette assistance doit être suffisamment longue (5 à 7 années) et dans certains cas de 10 à 15 ans pour la formation.
Dans les PVD, quand des grands systèmes de transformation ont été prévus, les pays n'ont pas été suffisamment motivés et il n'y a pas eu de suite.

L'ONUDI doit convaincre les gouvernements des PVD pour qu'ils fassent "des petits pas" avec ce qui existe et ne pas faire de grandes transformations.

L'ONUDI pourrait organiser des "concours" de systèmes de culture et d'implantations d'usines polyvalentes et diversifiées en productions.

Il faut des exemples.

L'ONUDI doit "apprendre" l'industrialisation aux PVD, il faut que cet organisme connaisse cette "matière" pour qu'elle puisse intervenir efficacement.

L'Institut sera représenté à la consultation de BUENOS AIRES.

.../...

ITALIE

14 Septembre 1983

FIAT TRATTORI
TORINO

Mr. Fabrizio FICARELLI - Délégué FIAT - CEE -

Mr. Gianpiero GIAVOTTO - Service développement

La Sté FIAT a réalisé des accords de coopération industrielle avec des pays en développement, mais les résultats ne sont pas encore satisfaisants et il ya eu beaucoup d'échecs. Cette société a l'intention de faire beaucoup d'efforts pour les PVD.

Un des problèmes fondamentaux est l'inexistence de rentabilité de l'agriculture dans ces pays et leur impossibilité d'acheter des machines agricoles sans assistance financière et technique des pays industriels.

Ce sont des conditions normales pour eux, qui ne peuvent pas devenir exceptionnelles.

Dans les PVD, il existe certainement une place pour des unités de production simples et si possible polyvalents mais il faut faire des recherches pour que les fabrications répondent à des besoins de produits nécessaires à une mécanisation agricole conventionnelle non sophistiquée.

Il ne faut pas perdre de temps avec des outils simples qui serait un recul technologique pour tous les partenaires. Il faut faire des actions avec ce qui existe à condition de faire de gros efforts de formation à tous niveaux.

La Sté FIAT souhaite apporter sa collaboration dans les efforts qui pourront être faits par les PMI Italiennes, dans la mesure où les expériences seront limitées dans un premier temps. L'idée d'un système de mécanisation évoquée par le Prof. PELLIZI pourrait être étudié par FIAT (voir brochure à ce sujet) et une collaboration avec les PMI serait prévue.

IMPORTANT - FIAT pense assister à la consultation de BUENOS AIRES pour proposer des démonstrations dans les PVD d'un système nouveau de mécanisation agricole conçu avec la collaboration de PMI.

Demande si l'ONUDI pourrait aider une telle intention. Cette proposition serait faite dans le cadre d'une évolution vers la coopération industrielle avec les PVD. L'ONUDI devrait parallèlement faire une proposition pour des actions de formation.

Sur un plan plus général, la Sté FIAT souhaite que tous les problèmes soient discutés à l'ONUDI.

.../...

Il est nécessaire que des groupes de travail soient mis en place par L'ONUDI.
Les industriels doivent demander ces réunions de travail et surtout y assister.

L'ITALIE prévoit mettre en place un groupe de travail national pour faire des propositions à l'ONUDI afin d'approfondir les nombreux problèmes concernant les pays en développement et définir les grands axes d'intervention, la direction à prendre et les moyens nécessaires.

L'ONUDI doit pouvoir de son côté communiquer les marchés réels existants dans les PVD.

--:--:--:--:--:--:--

ITALIE

14 Septembre 1983

U N A C O M A

R O M A

Mr. C. AMBROGI - Directeur
Mr. A. LAURENZI

Mr. AMBROGI a toujours été très intéressé par les travaux de l'ONUDI et a participé à toutes les réunions et différents travaux effectués mais constate que les résultats ne sont pas intéressants pour les entreprises petites et moyennes dont il s'occupe.

En ITALIE, 2.500 entreprises, de dimension moyenne, petite ou artisanale fabriquent des machines agricoles. Elles développent leur activité sur des marchés, régionaux, nationaux et vers l'exportation.

Malgré beaucoup de dynamisme ce secteur industriel Italien est actuellement dans une situation difficile et enregistre une diminution sensible de ses ventes. De ce fait, les stocks de produits finis sont importants et à la limite du possible.

Mr. AMBROGI émet des réserves sur l'industrialisation des PVD. Il craint que la dispersion des points de production, en petites séries, avec des moyens de fabrication simples et une main-d'oeuvre peu habituée à des notions de productivité n'apporte pas sur le plan économique mondial les meilleures conditions de prix et de qualité.

Dans sa "philosophie" sur ce problème, il pense qu'il faudrait au contraire, à l'exemple de l'automobile et autres produits d'équipement indispensables, recentraliser sur des grands centres de production. Le machinisme agricole pourrait en être un exemple

Par contre, il reconnaît que sur le plan humanitaire, si les pays industriels veulent aider les pays pauvres par une autre formule : des prêts ou des dons, l'industrialisation assistée est une action à entreprendre.

Tout ceci implique qu'il faut des moyens et en particulier l'ONUDI ne pourra poursuivre sa politique d'industrialisation qu'à la condition qu'elle ait des moyens financiers importants.

Les PMI ne peuvent pas s'aventurer dans des procédures compliquées et onéreuses. Elles n'ont pas le temps et les moyens pour le faire. Elles doivent concentrer tout leur potentiel disponible pour vendre ce qu'elles fabriquent.

Les PMI Italiennes qui ont réussi à exporter leurs produits dans les PVD ont constaté les énormes difficultés qui surgissent continuellement suite au manque total d'organisation dans ces pays et de l'absence d'informations sur les marchés, les besoins spécifiques et surtout le manque de formation des utilisateurs.

.../...

Les efforts à faire dans les PVD doivent être en priorité dirigés vers une adaptation des cultivateurs à une mécanisation agricole "importée" et seulement ensuite ou au mieux parallèlement il sera raisonnable de prévoir une coopération industrielle progressive avec beaucoup de prudence. C'est bien là le rôle de l'ONUDI. Les Industriels font leur métier de constructeur. L'ONUDI doit faire le reste.

Depuis plus de 20 ans, on laisse les PMI trouver des opportunités au risque de faire des expériences malheureuses dans les PVD, actuellement ces entreprises n'ont plus les moyens de prendre ces risques.

Il faut promouvoir, dès maintenant, dans les PVD, la mécanisation agricole motorisée. Il ne faut plus considérer ces pays comme incapables à vie. Il faut les éduquer et les former aux formules nouvelles en leur fournissant des matériels modernes, sans sophistication excessive.

L'ONUDI doit prévoir tous moyens de formation pour préparer ces hommes. Cette éducation professionnelle doit être faite dans les pays industriels avec des financements proposés par l'ONUDI.

L'ONUDI doit changer ses "cibles" en comprenant que certains grands pays industriels ne sont pas intéressés par la véritable coopération industrielle, mais que certains européens peuvent apporter beaucoup s'ils sont aidés.

Au même titre qu'il faut faire un choix des PVD industrialisables, il faut également faire un choix des pays industriels qui peuvent coopérer. C'est le rôle de l'ONUDI de faire cette sélection. Les constructeurs Italiens craignent également la "concurrence en retour" des PVD industrialisés.

L'ONUDI doit déterminer et appliquer des règles internationales évitant ce risque pour les PMI qui se sont engagées.

Il faut faire des tests avec quelques cas bien choisis et examiner les résultats.

L'ONUDI doit être le promoteur et l'organisateur de ces idées nouvelles.

L'ONUDI doit être une banque d'informations réelles.

Les pays industriels européens doivent se réunir pour s'entendre sur la notion exacte de la coopération industrielle et en mesurer les conséquences.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

ITALIE

15 Septembre 1983

LES CONSTRUCTEURS ITALIENS
DE MACHINES AGRICOLES

Le nombre de constructeurs Italiens est actuellement estimé à 2.500, de moyennes et petites dimensions, y compris beaucoup d'entreprises artisanales.

Dans ce secteur professionnel la seule grande entreprise est FIAT et il faut remarquer qu'aucune transnationale est implantée en ITALIE (à part quelques tentatives qui n'ont pas réussi).

Une grande partie des PMI ont un marché local régional pour des produits bien spécifiques.

Devant les difficultés économiques de cette industrie, de gros efforts d'exportation ont été faits depuis plusieurs années et actuellement le matériel agricole Italien est exporté de 160 pays industriels et en développement et le volume total est supérieur aux exportations allemandes.

Cette situation fait apparaître un potentiel de production Italienne très important, dans une diversité de produits extrême qui couvre tous les besoins de l'agriculture et une partie des besoins d'équipements destinés à l'agro-alimentaire.

Les constructeurs Italiens ont réussi cette percée sur le marché international par d'importants efforts techniques, mais aussi par des prix très compétitifs pratiqués notamment dans les pays industriels qui sont leurs clients.

Ceci étant, malgré les marchés qu'ils ont conquis, leur production est supérieure à la demande globale et ces constructeurs sont très chargés en stock de produits finis et en conséquence ont des trésoreries très affaiblies qui ne leur permettent pas de faire des investissements, tant commerciaux, que techniques (y compris l'innovation).

Ce contexte, assez particulier à l'ITALIE, n'est pas favorable à des intentions de coopération industrielle actuellement et dans les années à venir car ces entreprises veulent vendre à tous prix.

Elles considèrent qu'elles sont des constructeurs et que leur vocation est de fabriquer dans leurs usines et de satisfaire les clients consommateurs.

Cette situation est d'autant paradoxale que beaucoup de ces entreprises régionales fabriquent des matériels très simples pour l'ITALIE du Sud qui est considérée comme une partie du pays en développement et que ces produits devraient correspondre tels qu'ils sont conçus, à une grande partie des pays en développement.

Les entreprises Italiennes sont conscientes qu'elles devront s'orienter vers les pays en développement mais elles accepteront d'intervenir sous forme de coopération industrielle, très progressivement et dans la mesure où des projets, parfaitement préparés, financés et sans risques leurs seront proposés.

.../...

C'est l'exemple type des entreprises qui veulent collaborer avec les PVD en instituant la méthode progressive.

Premiers accords commerciaux avec des partenaires dans les PVD.

Vente de produits finis dans la procédure classique du négoce.

Vérifier que les besoins sont bien ce qui a été prévu dans les études préliminaires.

Bien connaître leurs partenaires pour décider de l'opportunité de "continuer ensemble".
Dans l'affirmative, entamer le processus de la coopération industrielle progressive avec les meilleurs chances de réussite et surtout en conservant le maximum de composants à exporter.

Cette attitude confirme le peu d'intérêt qui a été apporté à toutes formes de collaboration en dehors de l'action commerciale pure et dans certains cas à un suivi dans la maintenance et le SAV.

A part quelques implantations faites par FIAT dont certaines sont à la limite de l'échec, des efforts de GOLDONI, vers l'U.R.S.S. et un pays de l'Est, et quelques accords sous la forme de vente de licences par des très petites entreprises Italiennes ayant peu de moyens de production, rien n'a été tenté parmi les 2.500 constructeurs existants.

Les consultations de différents constructeurs, faites depuis un certain temps par UNACOMA, n'apportent rien de concret et peu d'espoir dans l'immédiat vers la coopération industrielle avec les PVD ceci n'exclut pas une ouverture dans le temps mais dans des conditions très difficiles à remplir.

A la limite, les constructeurs consultés souhaiteraient que l'ONUUDI intervienne pour que des projets sûrs et financés totalement par des organismes concernés soient proposés, tout au moins à titre d'exemple mais cela est-il possible ?

Ils ne connaissent pas ou peu l'ONUUDI, ils posent la question .

Un contact direct de l'ONUUDI avec des constructeurs Italiens (sauf FIAT) débouche immédiatement dans une situation de blocage qui n'a pas été constatée dans les autres pays visités.

-:--:--:--:--:--:--:--

